



FIBRE OPTIQUE

Gaëtan Soltesz : « Congo Télécom n'est pas bradée »



Le directeur général de la société Silicone Connect, Gaëtan Soltesz, a indiqué le 15 décembre que le réseau de fibre optique qui leur a été concédé est différent de celui exploité par l'opérateur national Congo Télécom. « Il existe plusieurs réseaux de fibre optique au Congo : le réseau national exploité par Congo Telecom, le réseau de E2C concerné par le contrat, le réseau inter administration conçu par le ministère des Finances, le réseau de Central Africa Backbone, le réseau du groupe Vivendi Africa », a déclaré Gaëtan Soltesz dans une interview exclusive aux *Dépêches de Brazzaville*.

Selon lui, la concession dont il est question actuellement concerne exclusivement le réseau de fibre optique transitant entre Pointe-Noire et Brazzaville par les lignes très haute tension de la société Energie électrique du Congo (E2C)

Page 3

GISEMENT PÉTROLIER DE LA CUVETTE

Une société française amorcera les recherches sous peu



La Compagnie générale de géophysique (CGG) vient d'annoncer qu'elle va mener très prochainement une campagne aérienne de collecte des données gravimétriques et magnétiques dans le delta de la Cuvette. Les résultats de cette étude vont permettre d'éclairer les investisseurs sur

les démarches conduisant à l'obtention de la licence d'exploration en 2021. Cette opération aérienne permettra aussi de comprendre la géologie du périmètre pour le soumettre aux potentiels investisseurs dans le cadre d'un appel d'offres.

Page 3

TÉLÉPHONIE MOBILE

Vous aurez mal aux oreilles!

C'est un phénomène récent : chaque fois que vous formez le numéro de votre correspondant sur votre téléphone portable, surgit intempestivement une voix forte qui vous tient un long discours. Le tout se résume à ce que vous devez d'abord vous occuper de cette voix haletante avant de vous résoudre à prendre votre interlocuteur ou constater que votre appel a échoué.

Cela est tout à fait systématique, tout compte fait incommode, pour ne pas dire suffisamment agressif au point où l'on peut se demander de quoi on se mêle. Est-ce de la publicité ? Assurément ! Est-elle le souci premier de tous les abonnés ? La question reste posée. Y a-t-il quelque part une voix contraire émanant des associations des consommateurs pour aider à comprendre le phénomène ? On attend de le savoir.

Les opérateurs du secteur sont-ils en mesure de justifier cet état de choses ? Tiennent-ils compte du contexte dans lequel souvent quelqu'un passe un coup de fil ? Nul ne sait. Et les belles sonneries qui vous venaient aux oreilles avec attendrissement ? Jetées aux calendes grecques?



CONGO/ PNUD

17 milliards FCFA pour le programme cadre 2020-2024



Le presidium des travaux

Le gouvernement congolais à travers le ministère du Plan et de l'Intégration régionale a engagé des discussions avec le Programme des Nations unies pour le développe-

ment (Pnud) dans le cadre de l'élaboration des axes d'intervention communs qui vont être inscrits dans le programme cadre de coopération entre le Congo et le Pnud, dont le

coût global est évalué à dix-sept milliards FCFA.

« A travers le programme cadre de coopération, le Pnud s'est engagé auprès du gouvernement à contribuer au développement national intégré sur la base de la mise en œuvre de deux piliers interdépendants qui traitent simultanément des défis liés à la gouvernance et à la consolidation de la paix et à la diversification économique durable, à la résilience des institutions et des communautés vulnérables au changement climatique et aux crises », a indiqué Maleye Diop, représentant résident du Pnud.

Page 4

GENRE

Hommage aux acteurs de la lutte contre les violences féminines

Page 5

LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES

L'OMS appelle à l'intensification de la prévention

Page 9

Éditorial

Diplomatie

Page 2

ÉDITORIAL

Diplomatie

La tournée que Denis Sassou N'Gusso a effectuée cette semaine au Gabon, en Côte d'Ivoire, en Guinée et qui s'achève aujourd'hui en Guinée-Bissau confirme, s'il en était besoin, que notre pays entend contribuer fortement au resserrement des liens entre les pays du golfe de Guinée. Une volonté personnelle qui remonte loin dans le temps puisque le président du Congo n'a pas cessé, tout au long de ses différents mandats, de plaider en faveur de l'intégration régionale, de prôner la gestion et la prévention des crises, de favoriser de diverses façons le rapprochement des peuples de l'Afrique centrale.

Exprimée avec force en 1996 dans la prestigieuse Revue des deux mondes alors qu'il préparait depuis Paris son retour au Congo, cette stratégie multiforme prend aujourd'hui une dimension particulière : d'abord parce que son appel à l'unité des peuples de l'Afrique centrale et du Bassin du Congo a été entendu par ses pairs qui, eux aussi, se mobilisent dans ce but ; ensuite parce que les nouvelles générations de citoyens considèrent à juste titre l'abaissement des frontières qui les séparent comme un objectif prioritaire ; enfin parce que les crises de diverses natures que les Etats doivent aujourd'hui gérer ne pourront être surmontées que grâce à des actions collectives et coordonnées.

Denis Sassou N'Gusso n'ayant jamais caché sa volonté de contribuer à l'émergence de l'immense espace géographique et humain au cœur duquel se trouvent les capitales des deux Congo, Brazzaville, et Kinshasa, l'on peut être certain que la diplomatie congolaise sous toutes ses formes va jouer dans les années à venir un rôle majeur dans le développement de la communauté sous-régionale. Et comme il préside aujourd'hui la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) qui rassemble onze Etats il sera écouté, cela ne fait aucun doute, avec la plus grande attention.

Ajoutons pour conclure provisoirement sur le sujet qu'il sera soutenu par les grandes puissances extérieures au continent qui misent sur le développement accéléré de cette partie potentiellement très riche de l'Afrique. Par la Chine, par la Russie, par la France et l'Union européenne, par l'Inde mais aussi par les Etats-Unis dont le nouveau président, Joe Biden, s'entoure de femmes et d'hommes qui sont convaincus de la place éminente que l'Afrique en général et l'Afrique centrale en particulier occuperont sur la scène économique mondiale dans les décennies à venir.

Les Dépêches de Brazzaville

PAIX EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Une "Dynamique" appelle les jeunes à ne pas céder à la manipulation

La "Dynamique des jeunes, compagnons de Denis Sassou N'Gusso" a publié, le 14 décembre à Mfilou, dans le 7^e arrondissement de Brazzaville, une déclaration dans laquelle, elle exhorte la jeunesse congolaise à résister aux manipulations politiciennes en période électorale.



Une vue des membres de la Dynamique des jeunes, compagnons de DSN lors de la réunion Photo Adiac

La Dynamique des jeunes, compagnons de DSN se dit consciente de ce que la jeunesse est la couche sociale la plus manipulée au Congo. Etant souvent source de conflits pré ou postélectoraux, la dynamique estime qu'il est temps pour que les jeunes se ressaisissent, face à l'incitation à la violence afin de consolider la paix sociale. « Les jeunes congolais sont depuis un moment victimes de manipulations répétées de certains acteurs politiques peu crédibles et véreux. Ces responsables des partis politiques, cherchant à la fois, noms et places dans la sphère politique de notre pays, s'appuient sur les jeunes afin de les tromper et les désorienter », relève la déclaration.

Développant le message, le coordonnateur de la dynamique, Richy Daldy Kiemba, a dénoncé l'ampleur de ce phénomène qui, selon lui, porte préjudice aussi bien à la jeunesse qu'à la nation tout entière. Il pense, par ailleurs, que seul le bon sens de chaque jeune constituerait un frein à la manipulation des jeunes. « Aujourd'hui, les états-majors politiques se mobilisent, une fois de plus, pour élaborer les stratégies de campagne en vue de mieux affronter les échéances électorales à venir. Ils ont pour mot d'ordre, contester pour contester, afin d'inciter à la violence ceux qui leur prêtent oreilles. Mon rôle ce matin est d'appeler les jeunes à la prise de conscience », a-t-il indiqué.

Avouant que l'engagement de la jeunesse congolaise à soutenir le chef de l'Etat est déterminante, Richy Daldy Kiemba exhorte les jeunes à faire le bon choix. Celui qui combat les mauvaises idéologies, la manipulation des consciences, la haine, le tribalisme et l'argument de la force afin de consolider la culture de paix. Ainsi, pour exhorter le maximum de jeunes, la Dynamique des jeunes, compagnons de DSN va entamer, bientôt, une campagne de conscientisation dans l'hinterland. Dolisie, chef-lieu du département du Niari, constituera la première étape de la mission.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service), Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzongi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FIBRE OPTIQUE

Gaëtan Soltesz : « Congo Telecom n'est pas bradée »

Le directeur général de la société Silicone Connect, Gaëtan Soltesz, a indiqué le 15 décembre que le réseau de fibre optique qui leur a été concédé est différent de celui exploité par l'opérateur national Congo Telecom.

« Il ne s'agit pas du même réseau avec celui de Congo Telecom », a-t-il lancé lors d'un entretien avec les Dépêches de Brazzaville.

Selon lui, la concession concerne exclusivement le réseau de fibre optique transitant entre Pointe-Noire et Brazzaville par les lignes très haute tension de la société Energie électrique du Congo (E2C). « Il existe plusieurs réseaux de fibre optique au Congo. Il y a le réseau national exploité par Congo Telecom ; le réseau de E2C concerné par le contrat ; le réseau inter administration conçu par le ministère des Finances ; le réseau de Central Africa Backbone ; le réseau du groupe Vivendi Africa », a déclaré Gaëtan Soltesz.

« Je suis un peu attristé de

l'amalgame qui a été créé... Notre réseau est tout à fait distant de celui de Congo Telecom. Il transite de Pointe-Noire à Brazzaville via les lignes haute tension de E2C tandis que celui de Congo Telecom passe par voie terrestre », a-t-il renchéri.

Filiale du groupe Yao Corp, la société Silicone Connect a signé le 25 septembre dernier avec l'Etat congolais un contrat de concession de la fibre optique. C'est un opérateur de transit qui entend, d'après Gaëtan Soltesz, s'employer à « augmenter les volumes de capacités de Mtn, Airtel, Congo Telecom et d'autres opérateurs du marché national ».

« Nous allons également chercher des connexions internationales vers des pays voisins. Nous entendons aussi proposer des services aux institutions et entreprises. Nous ne sommes pas un opérateur qui va aller sur le terrain des particuliers pour proposer des offres de fibre optique à domicile. Cela ne fait pas partie de notre mis-

sion, ni de notre ambition », a-t-il précisé.

De son côté, Norbert Ikouébé, l'un des administrateurs de Silicone Connect, a fait savoir que ce contrat de concession de la fibre optique aérienne n'influe guère sur les services de Congo Telecom.

« Le secteur des télécommunications a été libéralisé au Congo en 1997. Il y a plusieurs opérateurs qui y évoluent actuellement. Il ne s'agit pas d'un bradage parce que Congo Telecom dispose de quatre paires optiques pour exercer ses services de télécommunications », a-t-il soutenu.

La société Silicone Connect prévoit à travers ses activités de créer mille emplois indirects contre cent emplois directs au cours de la première année d'exploitation, à en croire son responsable chargé des ressources humaines, Gaël Rock Errol Goma Foutou, qui a annoncé la recherche des compétences au niveau local et dans la diaspora congolaise.

Christian Brice Elion



Gaëtan Soltesz/Adiac

HYDROCARBURES

La société française CGG va lancer des recherches sur le gisement pétrolier de la Cuvette

La Compagnie générale de géophysique (CGG), spécialisée dans l'exploration du sous-sol, a annoncé qu'elle va mener sous peu une campagne aérienne de collecte de données gravimétriques et magnétiques dans le delta de la Cuvette. Les résultats du programme permettront d'éclairer les investisseurs pour l'obtention d'une licence d'exploration dès 2021.

La campagne aérienne prévue dans les tout prochains jours a été préfinancée par l'entreprise française CGG, un groupe mondial de géosciences qui œuvre pour le compte de l'industrie de l'énergie (pétrole et gaz principalement). Cette étude permettra de comprendre la géologie du périmètre pour le soumettre aux potentiels investisseurs dans le cadre d'un appel d'offres l'an prochain.

Ce sera le premier programme du type dans cette région réputée pour abriter des sédiments d'une épaisseur allant jusqu'à 9 km et qu'il faudra confirmer par l'imagerie et l'interprétation des réservoirs d'hydrocarbures. Un avion à la technologie aérienne Full Spectrum Falcon, propriété de CGG, a été affrété pour collecter simultanément le gradient

de gravité, la pesanteur et les données magnétiques, qui seront interprétés par les experts de CGG basés à Perth (Australie).

CGG rassure qu'elle mettra toute son expérience au service de cette campagne aérienne. « Notre étude multi-clients dans le bassin de la Cuvette du Congo utilisera la meilleure technologie géophysique aérienne du monde. Le bassin pourrait être considéré comme l'une des dernières provinces d'Afrique à contenir potentiellement des accumulations géantes à super géantes de pétrole et de gaz », a fait savoir Greg Paleolog, le vice-président senior de la branche Multi-Physics chez CGG, rapporte l'agence écofin. Il faut rappeler qu'en août dernier, deux sociétés d'exploration congolaises, la société africaine de recherche pétrolière

et distribution (SARPD-Oil) et la société PEPA, ont annoncé avoir découvert un gisement on shore, dont le potentiel de production est estimé à plus d'un milliard de mètres cubes d'hydrocarbures, soit 983 000 barils de brut par jour.

Encore dans la phase de forage pour le premier puit, sur les quatre attendus, le champ pétrolier le Delta de la Cuvette a été découvert dans la localité de Loukolela, dans la partie septentrionale du Congo. Les caractéristiques dévoilées révèlent que la production en hydrocarbure du Congo pourrait quadrupler.

Ce gisement qui s'étend sur une superficie de 9392 km² est attribué à la société SARPD-Oil et la société PEPA, deux firmes dirigées par l'homme d'affaires congolais Claude Wilfrid Etoka. Il dispose de quatre puits nommés permis Ngoki 01, le premier dont les travaux de forage ont débuté depuis le mois de mars dernier est situé à une profondeur de 3400 mètres.

Fiacre Kombo

FONCTION PUBLIQUE

Une vingtaine de cadres formés en management

Le projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp) a organisé récemment, au Centre international de conférence de Kintélé, un atelier de formation en management de changement au profit des agents de la Fonction publique.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de l'appui du Prisp à la modernisation de la gestion des ressources humaines au sein de l'administration publique à travers la revue de son cadre légal et réglementaire. Il a été animé par Koffi Marius NDRI, chef de mission du cabinet Global Challenge Corporation (GCC).

La formation a été consacrée à l'identification des innovations apportées par le nouveau dispositif juridique de la Fonction publique afin de bâtir la stratégie de communication. Le concept du changement dans l'administration a été, par contre, abordé en se focalisant sur deux points : les fondements du changement dans l'administration, la réceptivité et les facteurs du changement.

Présidant les travaux, le conseiller administratif et juridique du vice-Premier ministre, Paul Nicolas Gomes Olamba, a demandé aux participants de capitaliser les acquis de cette formation afin de mieux conduire le changement prévu par le nouveau dispositif juridique de la Fonction publique.

Quelques recommandations

A l'issue des travaux les participants ont formulé des recom-

mandations suivantes : Bâtir une stratégie de communication du nouveau cadre juridique de la Fonction publique basé sur les principales innovations apportées par le nouvel avant-projet du statut général de la Fonction publique ; impliquer les autres départements ministériels dans les différentes phases d'élaboration, de vulgarisation, d'appropriation et de mise en œuvre du nouveau dispositif juridique ; mettre à la disposition des agents des moyens nécessaires pour la réussite de la réforme envisagée. Un comité de pilotage chargé de faire aboutir le changement est également conseillé.

À noter que le Prisp est un projet du gouvernement financé par la Banque mondiale à hauteur de quarante millions de dollars, soit 23,445 milliards francs CFA, pour une période de cinq ans (2017-2022). Ce projet vise à maximiser la collecte des recettes financières domestiques hors pétrole et la gestion des finances publiques, la modernisation de l'administration publique, le renforcement de la redevabilité et la reddition des comptes.

Lopelle Mboussa Gassia

CONGO-PNUD

17 milliards FCFA pour le programme cadre 2020-2024

La ministre en charge du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, et le représentant du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Maleye Diop, ont ouvert, le 15 décembre à Brazzaville, la session bilancielle de la première année de mise en œuvre du programme cadre de coopération 2020.

Approuvé en juillet 2019 par le Conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement, le programme cadre de coopération (Cpd) 2020-2024 est évalué à 17 milliards de francs CFA, soit environ 31 millions de dollars américains.

Les agents du Pnud et les cadres Congolais vont examiner conjointement les progrès, les performances programmatiques, l'identification des principaux goulets d'étranglement, ainsi que des activités clés en 2021 impactant la mise en œuvre de ce programme. Les deux parties étudieront également les possibilités de renforcer la concertation entre les différents acteurs, le partenariat et la mobilisation des ressources ainsi que d'ex-

ploiter les synergies et les complémentarités avec les autres partenaires pour une appropriation nationale du programme cadre de coopération.

« A travers le programme cadre de coopération, le Pnud s'est engagé auprès du gouvernement à contribuer au développement national intégré sur la base de la mise en œuvre de deux piliers interdépendants qui traitent simultanément des défis liés à la gouvernance et à la consolidation de la paix et à la diversification économique durable, à la résilience des institutions et des communautés vulnérables, au changement climatique et aux crises », a indiqué Maleye Diop.

La première année de mise en œuvre de ce programme est impacté par la pandémie du coronavirus. Ainsi, le représentant résident du



Pnud assure que les défis de mobilisation des ressources deviennent prioritaires et obligent à fournir des efforts supplémentaires tant au niveau national que des partenaires.

Pour sa part, la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a assuré que le Congo va de l'avant dans la mise en œuvre du programme car, a-t-elle renchéri, le gouvernement avait signé avec le

Pnud deux projets en phase avec le Plan national de développement (PND 2018-2022), intégrant les axes d'intervention du programme de coopération.

Selon elle, le premier conclu le 9 juillet 2020 pour une durée de 6 mois porte sur un « appui à la localisation des ODD et au renforcement des capacités de planification et de suivi-évaluation des politiques publiques ». Le second, pour une durée de quatre années consécutives, conclu le

13 octobre 2020, dénommé : « programme d'appui au renforcement de la bonne gouvernance en République du Congo » et un autre projet en phase avec le PND 2018-2022, pour une durée de quatre années, conclu le 13 octobre 2020 intitulé : « programme de diversification économique et de promotion de la résilience des communautés et des institutions vulnérables aux changements climatiques ».

Fortuné Ibara

SOPÉCO

L'intersyndicale suspend sa grève

Après plus de deux mois d'arrêt de travail, l'intersyndicale de la Société des postes et de l'épargne du Congo (Sopéco) a décidé, lors d'une assemblée générale extraordinaire tenue le 15 décembre à Brazzaville, de suspendre la grève décrétée le 23 septembre dernier.

La suspension de la grève fait suite au silence du gouvernement face à la situation sociale précaire des travailleurs de la Sopéco. Lisant le compte rendu, le secrétaire chargé à la communication de l'intersyndicale, Stell Gabiot, a indiqué que la décision de lever la grève permettra de reprendre les négociations avec la tutelle et la direction générale.

Outre les faits relatifs à la suspension de la grève, l'intersyndicale de la Sopéco a décidé, entre autres, la reprise du travail à compter de ce mercredi 16 décembre 2020, la reprise des négociations sur le cahier de revendications avec la direction générale sous la supervision de l'inspection du travail, l'arrêt du prolongement des agents admis à la retraite ainsi que la libération du délégué de département de la zone sud, Gabriel Ngambion et de Bafouatika Cécile, receveur



Les travailleurs de la Sopéco au cours de l'assemblée générale

principale de Pointe-Noire. Au cours de l'assemblée générale, Franck Siassa Mikouiza, secrétaire général de la Fédération des syndicalistes de la poste (fesypostel), a signifié que cette situation devient de plus en plus alarmante car les discussions entre les syndicats et la direction générale restent au point mort. « L'entreprise nous appartient. Nous devons donc nous lever et unir nos forces afin de trouver des solutions devant sauver la Sopéco », a-t-il déclaré. Et de poursuivre : « L'intersyndicale travaille pour le bien-être des travailleurs ».

L'intersyndicale a, par la

même occasion, souhaité à la direction générale de croiser le sens de responsabilité pour concrétiser les doléances faites à son égard.

Il s'agit de rappeler que la décision d'aller en grève le 23 septembre dernier émanait des questions liées à la situation des salaires impayés, du manque de volonté de la direction générale de négocier avec les représentants syndicaux, de la non-reconnaissance des bureaux de l'intersyndicale, à savoir le postier et la fesypostel.

Gloria Imelda Lossele

MADINGOU

La Fédération des femmes pour la paix sensibilise aux violences basées sur le genre

La Fédération des femmes pour la paix mondiale (FFPM), section Congo, a animé, le week-end dernier à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza, une conférence-débat pour sensibiliser les femmes aux violences faites à leur égard.

Des dizaines de femmes venues de tous les quartiers de Madingou ont pris part à la conférence publique qui s'est tenue dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de lutte contre les violences faites à l'égard des femmes et de la jeune fille. A cet effet, la FFPM a édifié les femmes de Madingou sur les différentes formes de violences dont elles sont victimes de la part de l'homme.

Il s'est agi notamment des viols sexuels, conjugaux et familiaux, liés à la stigmatisation des femmes veuves. Les délégués du FFPM ont saisi l'occasion pour dire aux femmes qu'elles n'étaient pas de simples objets voués à toute ségrégation, mais plutôt des personnes protégées

par la loi, dotés droits fondamentaux universels.

Pour la vice-présidente de la FFPM, Petronie Bayissa, au-delà du fait que la femme est protégée, celle-ci joue un rôle déterminant dans la société. « Le but de cette conférence-débat est de rappeler aux femmes le rôle qu'elles jouent dans la gestion de la cité. Il s'est agi aussi de favoriser le travail féminin, seul gage pour une meilleure participation des femmes dans le développement socioéconomique des nations », a précisé Petronie Bayissa.

La FFPM entend poursuivre la même campagne de sensibilisation dans les autres départements du Congo.

Cette organisation mondiale a été fondée en 1992 à Séoul, en Corée du Sud, par une dame nommée Hak Ja Han Moon. Elle réunit les femmes de toutes les traditions ethniques, religieuses et culturelles désireuses de contribuer à la paix mondiale dans un esprit d'amour.

Firmin Oyé

GENRE

Le Congo rend hommage aux acteurs engagés contre les violences faites aux femmes

La ministre de la Santé, de la Population, de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Jacqueline Lydia Mikolo, a rendu à Brazzaville un hommage mérité à tous les acteurs impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes à l'occasion de la clôture des seize jours d'activisme.

dia Mikolo a invité l'ensemble des intervenants à s'impliquer dans la prévention, le référencement et la prise en charge des cas de violences basées sur le genre. Elle a de même sollicité l'ap-

port des organismes à travailler pour l'amélioration des connaissances des populations et des décideurs sur les violences basées sur le genre (VBG), la prise en charge holistique des victimes, l'assistance aux auteurs des VBG et la communication de masse périodique. Sur vingtaine d'activités ont ainsi été organisées et le rapport d'évaluation a présenté un taux de réalisation de 80%, en corrélation avec le thème retenu de l'année 2020. A Brazzaville, les films documentaires étaient diffusés et une campagne de grande envergure d'information, d'éducation, et de communication sur les VBG avait été menée. De même les numéros d'urgence ont été vulgarisés dans tous les arrondissements de la capitale.

Autres activités menées, on note : la validation de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) assortie d'un plan d'action 2021-2025, la dissémination sur l'ensemble du territoire national du bulletin d'information spécial sur les violences basées sur le genre (3000 exemplaires), des flyers sur le 14 44 (3000 exemplaires) et du livret sur les droits fondamentaux de la femme (3000 exemplaires).

En réponse aux violences basées sur le genre, des lots de kits de médicaments d'urgence ont été remis aux populations habitant les villes de Mindouli, Mayama et Brazzaville. Par contre, celles de Kindamba, Vinza et Kimba seront pourvues ultérieurement.

En rappel, le 25 novembre, date de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, s'ouvrait la campagne des seize jours d'activisme sur le thème : « Orangez le monde : fincez, intervenez, prévenez, collectez ! ».

Signalons que pour toutes ces activités visant à orangez le monde en général et le Congo en particulier, la ministre de la Santé, de la Population, de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement a remercié les partenaires au développement, au nombre desquels figurent le FNUAP, le PAM, le PNUD, l'Unesco, l'Unicef, l'Association congolaise pour l'assistance sociale, Avenir-NEPAD, l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique en République du Congo, l'Institut français du Congo, et Télé-Congo, pour avoir orangez la République du Congo.

Par ce geste, la ministre a salué les efforts de chacun pour le passage à l'action dans la lutte contre les VBG qui ne se limite pas seulement aux seize jours d'activisme, car dit-elle, la question des violences basées sur le genre est à traiter au quotidien.

Fortuné Ibara



Brazzaville a été orangé durant les seize jours d'activisme/Adiac

Les voix se sont élevées pour soutenir les femmes et les filles victimes de violence, pour qu'elles puissent vivre en toute sécurité, sans violence. A Brazzaville comme ailleurs dans le monde, les organismes et institutions publiques appellent à une action de sensibilisation, de mobilisation et de partage de connaissances et d'innovations. En présence

du représentant résident du Fonds des Nations unies pour la population, Mohamed Salem Lemine Ould Moujtaba, et du représentant du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Cyr Modeste Kouamé, ainsi que des cadres et agents du ministère y compris des délégués des organisations de la société civile, Jacqueline Ly-

port des organismes à travailler pour l'amélioration des connaissances des populations et des décideurs sur les violences basées sur le genre (VBG), la prise en charge holistique des victimes, l'assistance aux auteurs des VBG et la communication de masse périodique. Sur l'ensemble du territoire, une

ACTIONS HUMANITAIRES

Cyr Modeste Kouame et Antoinette Dinga-Dzondo font le point de leur collaboration

Arrivé en fin de mission, le représentant du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), Cyr Modeste Kouame, a passé en revue les différents points qui ont marqué ses quatre années de service en République du Congo, particulièrement dans le domaine des Affaires sociales et de l'Action humanitaire.

C'était le 15 décembre, lors de l'audience que lui a accordée Antoinette Dinga-Dzondo, ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire. Les deux personnalités ont, en effet, parlé du dossier rwandais, des déplacés internes, du mécanisme humanitaire avec les projets de filets sociaux, du soutien de la Banque mondiale et autres.

Le diplomate onusien a signifié qu'il a connu une très belle expérience au Congo. « Je suis venu dire merci au ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire. Le dossier sur les réfugiés Rwandais a été bouclé depuis le 31 décembre 2017. Nous avons aussi parlé des réfugiés internes notamment les victimes des conflits dans le Pool et des inondations. Je pars du Congo avec un sentiment de reconnaissance, de gratitude et surtout de nostalgie », a déclaré Cyr Modeste Kouame.

Il a rappelé que le ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire a également appuyé l'UNHCR en matière de lutte contre l'apatridie. Le point sur le filet social du projet Lisungui a été aussi abordé.

Rude Ngoma



Les deux personnalités échangent leurs points de vues/Adiac

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

L'Accord de Paris, 5 ans déjà

La ministre du Tourisme et de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, coordonnatrice technique de la commission climat du bassin du Congo (CCBC), a pris part à la conférence virtuelle relative à la célébration du cinquième anniversaire de l'Accord de Paris, le 12 décembre.

La conférence de presse présidée par le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean Yves Le Drian, qui avait à ses côtés sa collègue ministre de

Glasgow. Pour la ministre du Tourisme et de l'Environnement de la République du Congo, Arlette Soudan-Nonault, coordonnatrice technique de la CCBC, qui a pris

deux cent huit projets que porte l'étude de préfiguration du Fonds bleu, récemment validée par les pays membres. Elle a, en outre, ajouté que le maintien de la température de la planète entre 1,5-2°C, objectif de l'Accord de Paris, ne peut être atteint sans une gestion durable des tourbières du Bassin du Congo. La coordonnatrice technique de la CCBC a indiqué, en outre, que les seize pays de la CCBC et le royaume du Maroc feront entendre leurs voix à Glasgow, en vue d'une prise en compte effective de ces problématiques, sans lesquelles les objectifs de l'accord de Paris ne peuvent être atteints.

L'accord de Paris, l'une des réussites les plus emblématiques

L'accord historique par lequel la communauté internationale a pris ses responsabilités et ses engagements à l'égard des générations futures est devenu l'une des réussites les plus emblématiques du multilatéralisme, a déclaré le ministre Jean Yves Le Drian. La partie était loin d'être gagnée, a-t-il ajouté. Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères a fait savoir que l'année 2021 sera décisive pour l'avenir de la planète avec la tenue de trois COP : climat, biodiversité, désertification. « Aujourd'hui

l'horizon semble s'éclaircir puisqu'une lueur s'est allumée de l'autre côté de l'atlantique. L'Accord de Paris demeure notre meilleure boussole dans les tempêtes qui bouleversent notre présent et face à celles qui menacent l'avenir... La rencontre d'aujourd'hui, nous l'avons souhaitée avec ma collègue Barbara Pompili non pas seulement comme un moment de célébration, mais essentiellement un moment de remobilisation », a signifié Jean Yves Le Drian. Et d'ajouter que 2020 aura été l'année d'une crise pandémique que personne n'aurait pu anticiper, en même temps que l'année des plus grandes confirmations d'inquiétudes, sans doute l'année plus chaude jamais enregistrée, l'année où le mercure aura grimpé jusqu'à 38 degrés en Sibérie ; l'année où un brutal record de trente tempêtes majeurs aurait frappé l'atlantique. « Regardons la réalité en face, notre planète n'est plus en sur-sis, elle a désormais basculé dans l'état d'urgence. Nous sommes réunis pour croiser les perspectives de la communauté scientifique, de la société civile, des collectivités, de la jeunesse, des entreprises, avec le regard de ceux qui furent les deux grandes architectes de la COP21, Laurent Fabius et Laurence Tubiana. Nous sommes réunis à la fois pour mesurer

le chemin parcouru, mais surtout pour apprécier l'immense effort qui nous reste à accomplir. Nous sommes réunis pour nous dire ensemble tout ce que cet anniversaire signifie pour nous aujourd'hui et surtout les voies de la remobilisation », a-t-il poursuivi

Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, qui met en œuvre l'accord de Paris au niveau national dans toutes ses dimensions : environnement, énergie, transport, logement, et la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique, veillant à la bonne explication et application des accords conclus en concertation avec le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a rappelé les faits. « C'était il y a cinq ans jour pour jour. Après des années d'échecs successifs, d'atermoiements, le monde prenait date. Pour la première fois, 196 pays prenaient un engagement commun, devant les générations futures de limiter le réchauffement climatique en deçà de deux degrés d'ici la fin du siècle. Jamais un texte international n'avait été aussi largement signé ; jamais le monde n'avait aussi unanimement dit, nous ne laisserons pas la catastrophe se produire, nous refusons de détruire notre seule planète », a-t-elle déclaré.

Bruno Okokana



La ministre du Tourisme et de l'Environnement du Congo, coordonnatrice technique de la CCBC, lors de la visio-conférence DR

la Transition écologique, Barbara Pompili, a porté sur le bilan et réflexions sur ce qui a été accompli depuis 2015 et les perspectives relatives à cet accord.

La tenue de cette conférence marque le lancement du cycle de relèvement de l'ambition climatique jusqu'à la COP26 de

part à cette conférence, la phase de mise en œuvre de l'accord de Paris devra impérativement prendre en compte les attentes des pays membres du Bassin du Congo, deuxième poumon écologique mondial, et dont regorge plus de 10% de la biodiversité mondiale, inscrites dans les

CLIMAT

Les pluies causent d'importants dégâts à Brazzaville

La pluie qui s'est abattue dans la nuit du 12 au 13 décembre dans la ville capitale a laissé des traces dans plusieurs quartiers à cause des inondations, des éboulements de terrains et l'ensablement des habitations.

Comme à chaque période pluvieuse, des dégâts majeurs ont été enregistrés dans les arrondissements 9 Djiri et 6 Talangaï. C'est le cas de l'avenue Jean Dominique-Okemba qui a été, pour la première fois, engloutie par le sable provenant des versants de montagne des quartiers Ngamakosso et Maman-Mboualé. Les riverains de la Tsiémé n'ont pas été épargnés d'autant plus que l'eau est sortie de son lit, rendant ainsi difficile la traversée sur le pont reliant les quartiers Mikalou et Texaco.

Selon des témoignages, un jeune d'environ 18 ans a également trouvé la mort dans le sixième arrondissement. Disparu dans un collecteur sous la pluie au quartier Domaine, la victime serait un contrôleur d'un bus faisant la liaison Terminus Mikalou-Domaine. Il serait descendu du véhicule et tombé directement dans le gros collecteur qui se jette dans la rivière Kélé Kélé, débordé par les eaux de pluie dans la nuit.



La maison effondrée à Massengo à cause des travaux inachevés par l'entreprise SGEC/Adiac

La société SGEC indexée

Dans le 9e arrondissement Djiri, notamment au quartier Massengo-Ibalicko, la situation a été empirée par les travaux inachevés sinon mal exécutés par l'entreprise SGEC, bénéficiaire du Projet d'extension en zones périphériques et renforcement du service d'eau potable à Brazzaville (PEPS) dans cette zone. Destiné à renforcer le service d'eau potable au profit de La

Congolaise des eaux, ce projet dont le ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du territoire et des Grands travaux est le maître d'ouvrage est financé par l'Agence française de développement. La mission de contrôle est assurée par la société SCET Tunisie.

Accueilli comme un ouf de soulagement par les habitants de ce quartier dès son démarrage en août dernier, le PEPS est devenu au fil du temps un véritable casse-

tête au regard de nombreux dégâts qu'il cause après l'installation des conduites d'eau. En effet, certaines avenues et rues sont devenues impraticables suite aux éboulements de sol.

Selon des témoins, deux maisons se sont déjà écroulées à cause des travaux mal réalisés à certains endroits. La dernière en date est la maison qui a perdu sa fondation le 13 décembre au croisement de l'avenue Sénateur Odziki-rue Ello. Les riverains accusent l'en-

treprise SGEC et ses sous-traitants d'être à l'origine de ce malheur. « Après avoir fait passer les tuyaux, ils ont commencé à ériger les digues ici depuis le 28 novembre mais les travaux n'avancent pas. Nous doutons également de la qualité de ces ouvrages parce que deux digues ont cédé car il ne s'agit pas des bétons armés comme les ouvriers nous rassuraient », s'est plaint un riverain.

En effet, la société adjudicatrice du marché et les sous-traitants ne semblent pas être sur la même lancée d'autant plus que les instructions données sont souvent foulées aux pieds. « Nous venons de virer le sous-traitant », nous a confié une source proche de la SGEC.

L'occupation anarchique, principale cause du malheur

Ces travaux sont, en effet, venus augmenter les peines des habitants de cette zone qui sont confrontés aux difficultés de circulation à cause des mauvaises pratiques des propriétaires. « Nous sommes dans une zone où les eaux ont du mal à ruisseler parce que les avenues Sénateurs Odziki et Bikoutas ainsi que la rue Hello qui nous entourent sont des impasses », a dénoncé un habitant du quartier.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ PUBLIQUE

Les experts valident les documents du projet « Point of Care »

Les documents stratégiques pour la mise en œuvre accélérée du projet dénommé « Point of Care » permettant de faire le diagnostic précoce du VIH chez les adolescents, les nourrissons exposés nés des mères infectées ont été validés le 15 décembre à Brazzaville.

Les documents aideront le Congo à réduire la transmission du VIH de la mère

cents et bien d'autres.

La stratégie « Point Care » a démarré en 2019 et prendra

le cadre des engagements pris par le Congo à accélérer l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH et de l'accès aux traitements antirétroviraux chez les enfants et les adolescents.

Les discussions ont eu lieu

de la Santé, les partenaires techniques et financiers lors de l'atelier organisé par le Programme national de lutte contre le sida, ouvert par le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, Florent Balandamio. L'objectif a été de contribuer à la mise en œuvre effective du projet de passage à l'échelle de la stratégie. L'atelier visait à développer le plan d'assurance de la qualité des produits du VIH, stimuler la prévision de la demande nationale des besoins en produits sur la base des objectifs de l'Unicef et partager les informations supplémentaires.

Le Dr Valerie Kouraï, personne ressource au Programme national de lutte contre le sida, a donné à

cette occasion une communication sur le thème « Situation, défis et perspectives ». L'oratrice a rappelé le taux de prévalence nationale à 3,2%, la féminisation de la maladie avec des nouvelles infections en augmentation à 25% et la prévalence de la femme enceinte à 10%.

Elle a souligné l'importance de la prévention primaire et des grossesses non désirées, du dépistage pour les bébés à six mois et à neuf mois pour le traitement, ainsi que celui du conjoint. Par contre, elle a déploré la faible fréquentation des femmes infectées dans les centres de santé, l'insuffisance des ressources financières et techniques.

A son tour, le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, Florent Balandamio, a rappelé que le Congo s'est aligné comme d'autres pays retenus de l'Unicef afin d'introduire et d'intensifier le diagnostic précoce du VIH au point de départ, test de soins dans les structures de santé.

Lydie Gisèle Oko



Des experts lors de l'atelier de finalisation des documents (Adiac)

à l'enfant d'ici 2030, a expliqué le représentant adjoint du Fonds des Nations unies pour l'enfance (l'Unicef) bureau pays, Andres Lopez. Selon lui, c'est une stratégie combinée à d'autres programmes axés sur la délégation des tâches, la prévention du VIH des adoles-

fin en 2021. Il s'inscrit dans entre les cadres du ministère

L'atelier visait à développer le plan d'assurance de la qualité des produits du VIH, stimuler la prévision de la demande nationale des besoins en produits sur la base des objectifs de l'Unicef et partager les informations supplémentaires.

VIE SYNDICALE

Le Sylacc signe une convention de partenariat avec la CSTC

Le secrétaire général du Syndicat libre des agents de la communication du Congo (Sylacc), Lucien Oko, a parafé, le 14 décembre à Brazzaville, un document de partenariat avec la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC), représenté par Joseph Steph Bakandila.

Le protocole d'accord permettra à Bakandila a loué l'initiative du Sy-



Échange du document entre le Sylacc et la CSTC

ces deux organisations de travailler désormais ensemble dans le domaine de la défense des intérêts des travailleurs.

Lucien Oko a expliqué que le Sylacc qui ne pouvait pas évoluer seul a jugé utile de se joindre à la centrale syndicale la plus représentative du Congo. L'objectif du Sylacc est de défendre les intérêts moraux et matériels des agents. Il a été créé à cause du manque d'organisation de défense des agents évoluant dans le secteur de la communication confrontés à plusieurs défis notamment techniques, humains et financiers. Le représentant du secrétaire général de la CSTC, Joseph Steph

lacc. Il a exhorté à cette occasion ce syndicat à privilégier le dialogue et à préserver la paix sociale.

Précisant que la CSTC travaille en partenariat avec le gouvernement, il a indiqué : « le dialogue social a permis de créer un cadre social et de concertation qui apporte des solutions à la base. Le syndicat est une force car il ne s'agit pas seulement de revendiquer parce que nous sommes des acteurs et que nous vivons les réalités mais de prôner le dialogue en apportant les suggestions qui peuvent faire avancer l'organisation syndicale ».

L.G.O.

NIGER

Boko Haram revendique l'attaque sanglante de Diffa

Le groupe jihadiste nigérian, Boko Haram, a revendiqué l'attaque sanglante dans la région de Diffa, dans le sud-est du Niger, proche du Nigeria, qui a fait au moins 27 morts le weekend dernier.

« Nous, combattants de Jama'atu Ahlissunnah lid Da'awati Wal Jihad, sous le commandement d'Abubakar Shekau, informons le monde que nous sommes responsables de l'attaque sur la ville de Diffa, en République du Niger », a déclaré un djihadiste le visage recouvert d'un turban en camouflage, dans un vidéo de propagande envoyée dimanche soir.

« C'est pour vous prévenir qu'à l'approche des festivités d'infidèles, il n'y aura pas de paix », annonce-t-il à une dizaine de jours des fêtes chrétiennes de Noël, souvent meurtrières dans le nord-est du Nigeria, bastion du groupe. L'assaut a coûté la vie à 27 personnes. Sur le plan matériel, environ 1000 maisons ont été détruites, le marché central et de nombreux véhicules incendiés. Les déplacés vivant dans la localité dénoncent l'incurie des pouvoirs publics.

« Notre localité a été abandonnée par le gouvernement local. Ce n'est plus un endroit paisible. Boko Haram nous a perturbés. Nous demandons au gouvernement de nous ramener sur la terre de nos pères », a fait savoir Abubakar Talba, réfugié dans le camp de Diffa.

La localité de Toumour a été détruite à 60 %, selon les autorités. Elle est située dans la région de Diffa qui abrite, à en croire l'ONU, 300 000 réfugiés qui ont fui les exactions des groupes djihadistes. Des déplacés qui disent vivre dans des conditions insoutenables. « Nous sommes fatigués de vivre à Diffa, au Niger. Nous sommes en difficulté et préoccupés par la faim. Il n'y a pas de terres cultivables, pas de commerce; nous ne pouvons rien faire ici », souligne Abubakar Talba.

Suffisant pour susciter le désir du retour au bercail. L'as-

saut de samedi contre la ville de Toumour est intervenu à quelques heures du démarrage des élections municipales et régionales au Niger.

Depuis 2016, le groupe Boko Haram est divisé en deux factions : celle d'Abubakar Shekau, le chef historique du groupe, et l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap), affilié à l'organisation Etat islamique (EI) - notamment installé autour du lac Tchad.

La branche d'Abubakar Shekau a revendiqué le meurtre d'au moins 76 travailleurs agricoles dans le nord-est du Nigeria, début décembre, lors d'élections locales. Is wap cible davantage ses attaques contre des objectifs militaires et organisations humanitaires internationales.

Le conflit djihadiste a fait 36 000 morts au Nigeria et plus de deux millions de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur foyer. Il s'est étendu au Tchad, Cameroun et Niger, pays voisins du bassin du Lac Tchad.

Josiane Mambou Loukoula

TERRORISME

Le Soudan retiré de la liste noire américaine

Les États-Unis ont formellement retiré, le 14 décembre, le Soudan de leur liste des pays soutenant le terrorisme, moins de deux mois après que ce pays arabe a accepté de normaliser les relations avec Israël.

Les autorités soudanaises de transition, en place depuis mi-2019 après la révolte qui a chassé du pouvoir Omar el-Béchir, ont salué cette décision qui doit mettre fin à près de trois décennies d'isolement et suscite l'espoir d'une sortie de crise économique.

Le 23 octobre, le président américain Donald Trump avait coup sur coup annoncé sa décision de retirer le Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme et l'accord de Khartoum de normaliser ses relations avec Israël.

« La période de notification au Congrès américain de 45 jours ayant expiré, le secrétaire d'État a signé une notification annulant la désignation du Soudan comme État soutenant le terrorisme. La mesure est effective à compter de ce 14 décembre », a annoncé

l'ambassade des États-Unis à Khartoum sur sa page Facebook.

Le secrétaire d'État Mike Pompeo a évoqué un « *changement fondamental* » dans les relations bilatérales et « *une plus grande collaboration et un plus grand soutien à la transition historique au Soudan* ».

Les États-Unis avaient imposé en 1993 ces sanctions après avoir accusé Omar el-Béchir d'entretenir des relations avec des « *organisations terroristes* », notamment le réseau Al-Qaïda, dont le chef Oussama ben Laden avait séjourné dans ce pays dans les années 1990.

« Dynamique positive »

Tant attendu par Khartoum, le retrait de la liste noire devrait offrir une bouffée d'oxygène à l'économie de ce pays décimée par les sanctions américaines, la mauvaise gestion et les conflits armés sous les 30 ans de règne d'Omar el-Béchir, aujourd'hui en prison.

L'inflation dépasse les 200% et le pays souffre d'une pénurie chronique de devises fortes. Les coupures d'électricité durent au moins six

heures par jour. Sans oublier la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a dit vouloir travailler avec Khartoum « *pour l'aider à éponger ses arriérés auprès des institutions financières internationales* ». Et l'Union européenne a loué une « *étape majeure* », qui offrira une « *dynamique positive* » pour l'économie du Soudan.

« *Félicitations au peuple soudanais* », a de son côté tweeté le président du Conseil de souveraineté, plus haute instance exécutive au Soudan, le général Abdel Fattah al-Burhane. « *C'est une tâche qui a été accomplie par les Soudanais dans l'esprit de la révolution* ».

« *Nous sommes de retour au sein de la communauté internationale (...). Cela va aider le gouvernement transitoire à favoriser l'investissement et le transfert d'argent et les jeunes à trouver du travail* », a commenté le Premier ministre Abdallah Hamdok.

Dédommagements

L'inscription sur la liste noire

empêchait les pays étrangers de commercer et d'investir au Soudan.

En octobre, Khartoum avait nié tout « *chantage* » en acceptant, sous la pression américaine, d'établir des liens avec Israël. Le Soudan était alors le troisième pays arabe en moins de trois mois à annoncer un tel accord de normalisation avec Israël, après les Émirats arabes unis et Bahreïn.

Ce n'est qu'après cet accord que Donald Trump a effectivement notifié au Congrès américain le retrait du Soudan de la liste noire.

Khartoum attend cependant toujours d'obtenir l'immunité légale dans des affaires liées à des attentats passés, qui nécessite une loi au cœur des tractations au Congrès. Or, là-dessus, les négociations entre l'administration Trump et le Congrès coïncident.

Cette décision s'inscrit dans un accord qui prévoit le versement par le Soudan de 335 millions de dollars de dédommagements aux familles des victimes des attentats perpétrés en 1998 par Al-Qaïda contre les ambassades des États-Unis au

Kenya et en Tanzanie (plus de 200 morts), au motif que les autorités soudanaises de l'époque avaient hébergé un temps Ben Laden.

« *L'entrée en vigueur d'une loi sur la paix légale qui soit acceptable pour le Soudan et les États-Unis est nécessaire pour que les fonds soient débloqués* », a dit à l'AFP un porte-parole du département d'État au sujet de ces dédommagements. Il a précisé que les négociations se poursuivaient avec le Congrès.

Le Soudan a récemment exprimé son impatience, déplorant que certains « *engagements politiques et économiques* » n'aient « *pas été respectés* ». Il a prévenu que ce blocage pourrait « *retarder l'application de l'accord* » de normalisation avec Israël.

Les États-Unis ont renoué avec Khartoum sous l'ex-président Barack Obama, quand Omar el-Béchir a commencé à coopérer dans la lutte anti-terroriste et à contribuer à la paix au Sud-Soudan. La révolte populaire qui a balayé Omar el-Béchir a accéléré le mouvement.

Josiane Mambou Loukoula

PAIX ET SÉCURITÉ

Le terrorisme et la violence persistent dans certaines régions d'Afrique

Sept ans après l'objectif affiché par ses dirigeants de faire taire les armes sur le continent, les progrès ne sont pas significatifs, puisque plusieurs régions sont de nouveau en proie à la violence. C'est pour cela qu'un appel est lancé à l'ONU pour qu'elle fournisse « davantage de soutien financier et logistique », afin que tout soit fait pour ramener le calme dans les foyers de tensions.

Sahel, Nigeria, Mozambique, Tigré (Ethiopie) et Somalie figurent parmi les zones qui sont ravagées par des conflits armés et actes terroristes. Face à cette situation, l'Union africaine (UA) cherche des voies et moyens pour relever les défis. Elle réclame, par ailleurs, une aide financière pérenne aux opérations de paix qu'elle mène.

« Nous savons tous que les armes ne sont toujours pas silencieuses », relève le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, qui assure actuellement la présidence tournante de l'organisation

continentale. « *Dans certaines régions, la paix a été instaurée mais nous sommes toujours confrontés à des défis considérables* », ajoute-t-il, en redisant la détermination de l'organisation panafricaine de faire taire les armes sur le continent.

De son côté, le président nigérien, Mahamadou Issoufou, pense qu'il faut « *établir un mécanisme de financement pérenne des opérations de maintien de la paix dirigées par l'UA ou des organisations sous-régionales* » pour instaurer la paix dans les régions tou-

chées par les conflits.

En ce qui concerne le Sahel, notons que jusqu'à présent, les États-Unis refusent que le financement de la force antidjihadiste de la région soit pris en charge par l'ONU.

L'Occident accomplira ses engagements militaires en Afrique

La future administration démocrate de Joe Biden, avec une ambassadrice à l'organisation au rang de membre du gouvernement et spécialiste de l'Afrique, Linda Thomas-Greenfield, pourrait assouplir l'approche américaine vis-à-vis du G5 Sahel qui regroupe le Burkina Faso, Niger, Mali, Tchad et Mauritanie.

Un espoir est aussi perçu du côté du Conseil de sécurité où ses 15 membres ont adopté une résolution qui «

reconnaît le besoin de davantage de soutien aux opérations de paix de l'UA et encourage la poursuite du dialogue entre l'ONU et l'UA pour y parvenir ».

Pour l'heure, les Africains espèrent que la donne pourrait changer dans certaines zones de tensions. C'est le cas du Mozambique où les dirigeants de la Communauté de développement des pays d'Afrique australe sont convenus récemment lors d'un sommet extraordinaire à Gaborone (Botswana) d'apporter « *une réponse régionale* » à l'insurrection islamiste qui ravage la partie nord depuis 2017. Dans ce pays, la crise a déjà fait, selon l'ONU et des ONG, plus de 2 000 morts, dont plus de la moitié de civils, et 350 000 déplacés, dans une région stratégique pour l'exploita-

tion d'immenses réserves de gaz.

L'Afrique reste aussi optimiste sur l'éventuelle amélioration de la situation dans d'autres régions, dont la Centrafrique, le Tigré, mais aussi la Somalie malgré le retrait annoncé de la « majorité » des troupes américaines en poste sur place, ordonnée par le président sortant des États-Unis, Donald Trump. Elle espère que les Occidentaux veilleront sur leurs engagements militaires sur le continent comme l'assure le ministère américain de la Défense, selon lequel les « *Etats-Unis ne se retirent pas ni se désengagent d'Afrique* », mais continueront avec les forces internationales d'y « *affaiblir les organisations extrémistes violentes* ».

Nestor N'Gampoula

LUTTE CONTRE LES MÉFAITS DES MALADIES NON TRANSMISSIBLES

L'OMS appelle à l'intensification de la prévention

Inquiète de la recrudescence et de l'augmentation du nombre de décès causés par les maladies non transmissibles durant la période allant de 2000 à 2019, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié le week-end dernier un rapport sur la question, invitant les gouvernements du monde entier, en général et ceux des pays en développement à mettre en place les stratégies efficaces de prévention.

Le document de l'institution onusienne, intitulé « Nouvelles données sanitaires 2000-2019 », souligne que les maladies non transmissibles sont présentement classées parmi les dix principales causes de décès dans le monde. Cette augmentation s'illustre aisément à travers le fait qu'en 2000 on ne comptait que quatre maladies non transmissibles parmi les dix principales causes de décès.

« Nos estimations donnent à voir les tendances en matière de mortalité et de morbidité imputables à des maladies et à des traumatismes pour les 20 dernières années », spécifie l'expertise de l'OMS, en énonçant qu'elle met clairement en évidence la nécessité d'insister davantage à l'échelle mondiale sur la prévention et le traitement

des maladies cardiovasculaires, du cancer, du diabète et des maladies respiratoires chroniques, ainsi que sur la lutte contre les traumatismes, dans toutes les régions du monde, comme le prévoit le programme des objectifs de développement durable des Nations Unies.

« Ces nouvelles estimations nous rappellent une fois de plus qu'il nous faut rapidement intensifier la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies non transmissibles. Elles montrent bien toute l'urgence d'une amélioration considérable, équitable et globale des soins de santé primaires. C'est en effet de la solidité de ces soins de santé primaires que dépend tout le reste, depuis la lutte contre les maladies non transmissibles jusqu'à la gestion d'une pandémie mondiale », a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Les maladies cardiaques, la principale cause de décès

Selon cette enquête, les maladies cardiaques, en ajoutant le diabète et la démence sont parmi les dix premières causes de décès en Afrique et au niveau mondial ces vingt dernières années. Car, elles tuent maintenant plus que jamais auparavant. D'autant plus, le nombre de décès dus aux ma-

ladies cardiaques a augmenté de plus de deux millions depuis l'année 2000 pour atteindre neuf millions de décès en 2019.

« Les maladies cardiaques représentent maintenant 16 % du total des décès, toutes causes confondues. Et plus de la moitié des deux millions de décès supplémentaires concernent la région OMS du Pacifique occidental. À l'inverse, la région européenne a enregistré un recul relatif des maladies cardiaques avec une baisse de 15 % du nombre de décès », précise encore l'OMS avant d'ajouter qu'en dehors de cette cause de décès, il y a également la maladie d'Alzheimer et d'autres formes de démence qui figurent parmi les principales causes de mortalité dans le monde et se classaient au troisième rang en 2019. Ces affections touchent les femmes de façon disproportionnée. A l'échelle mondiale, 65 % des décès dus à la maladie d'Alzheimer et à d'autres formes de démence concernent des femmes. Cependant, le nombre de décès imputables au diabète a augmenté de 70 % dans le monde entre 2000 et 2019, avec une hausse de 80 % du nombre de décès chez les hommes.

La baisse de décès dus à des maladies transmissibles au niveau mondial

Selon le rapport de l'OMS, en 2019 la pneumonie et d'autres

infections des voies respiratoires inférieures composaient la catégorie la plus meurtrière de maladies transmissibles et, ensemble, elles se classaient au quatrième rang des causes de décès. Ainsi, cela devrait constituer un enjeu majeur d'aujourd'hui. D'autant plus, c'est environ un million de personnes qui perdent leur vie du fait des infections des voies respiratoires inférieures. Cette baisse est à mettre en parallèle avec le recul général des maladies transmissibles. Par exemple, le VIH est passé de la huitième cause de décès en 2000 à la dix-neuvième cause en 2019, ce qui témoigne le succès des efforts déployés ces vingt dernières années pour prévenir l'infection.

« Il faut dépister le virus et traiter la maladie. Bien qu'il reste la quatrième cause de mortalité en Afrique, le nombre de décès a chuté de plus de la moitié, passant de plus d'un million en 2000 à quatre cent trente-cinq mille en 2019 sur le continent africain », ajoute l'OMS tout en se réjouissant du fait que la tuberculose ne figure plus dans les dix premières causes de mortalité au niveau mondial. Elle est passée de la septième place en 2000 à la treizième en 2019, notamment pour une baisse de 30 % du nombre de décès dans le monde.

Alors que la mortalité due à la tuberculose a progressé en Afrique après 2000, même si cette tendance a commencé à s'infléchir ces dernières années.

« Ces nouvelles estimations mettent également en évidence le lourd tribut que les maladies transmissibles continuent de prélever dans les pays à faible revenu. Six des dix principales causes de mortalité sont encore liées aux maladies transmissibles, notamment le paludisme qui occupe la sixième place, la tuberculose la huitième et le VIH la neuvième », reconnaît le rapport, en spécifiant que ces dernières années il y a eu de manière globale un ralentissement et une stagnation des progrès réalisés dans la lutte contre les maladies infectieuses comme le VIH, la tuberculose et le paludisme.

« La disponibilité des services de prévention, de diagnostic et de traitement des maladies est essentielle pour réduire la mortalité et les invalidités, car elle influence le classement des différents problèmes de santé. Ces nouvelles estimations indiquent clairement là où les investissements supplémentaires dans les services sont les plus urgents », conclut l'OMS dans son rapport.

Rock Ngassakys

AVIS D'APPEL D'OFFRES N°009/ECG/DG/2020

POUR LA FOURNITURE DES EQUIPEMENTS DE SONORISATION ET DE PRESENTATION DE LA SALLE DE REUNION

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un appel d'offres pour l'acquisition des équipements de sonorisation et de présentation neuf

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3^e étage de l'immeuble de l'Arc centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de *cent mille (100 000) francs CFA* en espèces, non remboursable.

Les offres signées et cachetées devront être déposées au plus tard le **21 Décembre 2020 à 16heures 00.**

NIGERIA

Des centaines d'élèves portés disparus après l'attaque de leur école

Des autorités nigérianes ont déployé un important dispositif militaire dans la région de Kankara, après l'attaque d'une école par un groupe armé inconnu. Alors que les recherches s'intensifient, la confusion continue de régner sur le nombre exact d'élèves en fuite et ceux détenus par les ravisseurs.

Des hommes armés de motocyclettes ont pris d'assaut, le 11 décembre au soir, un établissement secondaire public de Kankara dans l'Etat de Katsina, au nord du Nigeria, forçant des centaines d'élèves à fuir et se cacher dans les forêts environnantes.

Selon le gouverneur de l'Etat de Katsina, Aminu Bello Masari, il était difficile d'établir le nombre d'élèves encore « entre les mains des bandits » et combien avaient réussi à s'échapper.

« L'école a un effectif de 839 élèves et jusqu'à présent, 333 manquent à l'appel », a-t-il déclaré dimanche. Ajoutant que « nous comptabilisons toujours, parce que d'autres sortent encore de la forêt ».

Un chiffre réfuté lundi par le porte-parole de la présidence nigériane, Garba Shehu, qui a indiqué que les élèves de retour débriefés par l'armée ont révélé que seulement 10 de leurs camarades avaient été emmenés

par les bandits.

« Bien sûr, c'est différent de dire que tous les autres ont été comptabilisés. Les forêts et les villages voisins sont fouillés et les parents sont contactés pour obtenir des informations sur leurs enfants », a déclaré Garba Shehu sur son compte Twitter.

Les autorités nigérianes intensifient leurs efforts pour secourir les apprenants en fuite ou détenus. Un important dispositif militaire a été déployé à Kankara, où s'est rendu le chef d'état-major de l'armée nigériane, le général Tukur Buratai.

Dimanche soir, les forces nigérianes affirmaient avoir encerclé la zone supposée être la base des hommes armés. Et les soldats travaillaient à localiser et libérer les otages.

Depuis l'attaque, toutes les écoles secondaires de l'Etat ont été fermées. Dimanche, une manifestation de femmes a été organisée à Kankara pour protester contre l'enlèvement des élèves, brandissant des pancartes sur lesquelles étaient inscrits: « Nous voulons que nos enfants reviennent », ou encore « nous avons besoin de nos enfants ».

L'Unicef et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ont condamné l'attaque et appelé à la libération des élèves.

Josiane Mambou Loukoula

PERSPECTIVES 2020 / COVID-19

Une croissance limitée dans le continent africain

Selon des économistes de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique, le continent connaîtra des risques financiers limités en 2021, à cause d'une crise qui a fragilisé encore plus les plus fragiles, dont il faut en faire une priorité.

En 2021, l'Afrique devrait renouer avec la croissance. Mais certains pays devront s'armer de patience. Le risque de paiement restera limité à une poignée de pays. C'est la conclusion d'une étude menée par des économistes et analystes financiers de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA). Son directeur général, Manuel Moses, a rappelé l'importance des partenariats pour la relance des économies africaines confrontées à la crise de la Covid-19. L'ACA va apporter son soutien aux économies les plus vulnérables.

Avec le soutien de la Banque européenne d'investissement et de la Banque africaine de développement, l'ACA compte accroître le nombre de ses adhérents. L'une des caractéristiques majeures de l'impact de la pandémie, est que, celle-ci a touché un éventail plus important de pays, y compris des économies plus diversifiées et dépendant du tourisme et de l'aviation, relève les experts de l'ACA. Quelque 345 milliards de dollars

seront nécessaires dans les trois années à venir, pour aider les pays africains à se rétablir des effets économiques de la Covid-19, estime le Fonds monétaire international (FMI).

Quant à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20, elle n'apportera que 6,5 milliards de dollars aux pays éligibles, et ce, jusqu'en juin 2021. La diversité de sources de financement non traditionnelles du Moyen-Orient et d'Asie, rend plus complexe le problème de la dette des pays africains. Pour les analystes, les pays susceptibles d'être plus solides (Sénégal et Ouganda) sont ceux qui ont implémenté des politiques fiscales et monétaires saines. Les pays les plus vulnérables avant la pandémie devraient voir leur situation s'aggraver, avec un endettement pouvant atteindre 60 % du PIB en 2020 contre 40 % en 2015. Même si l'Afrique a su éviter une crise sanitaire majeure, la vigilance doit demeurer. Sur le plan financier, les experts notent une restriction et une concentration des actions de notation là où les risques sont les plus importants et urgents, notamment dans des pays les moins dynamiques. Ainsi, en 2021, seulement 6 pays africains devraient enregistrer une dette publique brute dépassant 100 % du PIB, alors que dans l'ensemble, le poids de la dette devrait aug-

menter puis se stabiliser au-dessus de 60 % du PIB d'ici à 2022. Mais la tendance générale ne montre aucune menace de propagation ou de contamination régionale.

Une situation préoccupante pour des économies aux profils variés

C'est la première fois, depuis 25 ans, que l'Afrique subsaharienne pourrait enregistrer une récession, selon le FMI. Les économies africaines continuent malheureusement de payer un lourd tribut à la pandémie de coronavirus. Les pays tournés vers le tourisme (Maurice, Seychelles, Tunisie) connaissent une situation particulièrement difficile. Ceux qui exportent le pétrole pâtissent de la baisse des cours du brut (autour de 41 dollars/le baril en 2020 et 43,80 dollars pour 2021 pour 2021, selon le FMI. Ces pays devraient enregistrer une chute de 4,1 % du PIB en 2020 et leurs perspectives de rebond restent limitées à 2 % pour 2021.

Pour la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, « c'est un immense désespoir humain face à des bouleversements gigantesques et à l'augmentation de la pauvreté » et « seule une victoire contre la pandémie permettra un redressement économique pérenne ».

Noël Ndong

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE LA VEUVE MBOUANO NÉE NTSIÉ-KILAGUÉ JULIENNE

Mercredi, le 16 décembre 2020



- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville,
- 10h00 : recueillement sur place,
- 11h00 : messe dans la salle V.I.P.,
- 12h00 : départ pour le cimetière du Centre-ville,
- 14h00 : fin de la cérémonie.

NÉCROLOGIE

Christian Brice Elion, journaliste aux Dépêches de Brazzaville et famille informent les parents, les amis et les connaissances du décès de leur soeur Catherine Obodzi survenu le 14 décembre à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 130 de la rue Amaya sur l'avenue des pavés à Mikalou dans le 6^e arrondissement. La date des obsèques sera annoncée prochainement.



La Famille Pongault

a l'immense douleur de vous faire part du décès de leur chère et regrettée enfant

Ornella Marie-Claude SICKOUT

filie de leur très regrettée grande sœur
Marinette PONGAULT survenu le

lundi 07 décembre à Strasbourg en France

Le programme de ses obsèques sera communiqué ultérieurement.

A Dieu nous appartenons et à lui nous retournerons.

Paix à son âme



L'Eglise Kimbanguiste est en deuil. Elle pleure depuis le mercredi 9 décembre 2020, le Révérend Jean Timothée Biangu, président délégué du collège exécutif national de l'Eglise Kimbanguiste du Congo-Brazzaville. La veillée funéraire a lieu au domicile du défunt, sis au n° 27 de la rue Nkoua, à Kisoundi (Makélékélé). L'inhumation est prévue le mardi 22 décembre à Toulou Mongo dans le district de Boko, département du Pool. Auparavant, il lui sera rendu, le lundi 21 décembre 2020, un hommage digne de son rang au Centre administratif et d'accueil au plateau des 15 ans.

MUSIQUE

Le single « La danse kisaka saka » est disponible

Artiste musicien, auteur-compositeur, Chef Sir, l'homme aux multiples talents a mis sur YouTube et sur le marché des disques son single intitulé « La danse kisaka saka ». A travers cette chanson, il parle du retour d'un parisien au bercaïl, de la pénurie de carburant et du travail des transporteurs en commun.

L'artiste a reçu son inspiration en observant les files d'attente des transporteurs devant les stations de la pénurie de carburant. Chef Sir valorise le travail des transporteurs et chante les réalités que vivent les Congolais. Étant chrétien, cela ne l'empêche pas de faire la musique qu'il appelle profane. Le single « La danse kisaka saka » chanté en lingala et en français, joué dans un style musical de coupé décalé, aux sonorités filtrées et au rythme à couper le souffle, est son premier titre et clip mis sur le marché des disques. Outre cette chanson, Chef Sir a également diverses compositions. L'artiste demande aux doyens, aux anciens de la musique



L'artiste en plein tournage du clip la danse kisaka saka

congolaise de le soutenir, cela l'aiderait à aller plus loin. Il s'est dit prêt à collaborer avec d'autres artistes. « Ne dit-on pas que l'espoir de demain c'est la jeunesse, la jeunesse c'est nous. J'ai besoin des conseils de tout le monde et je respecte tous ceux qui sont dans ce domaine avant moi. Je suis l'homme de tous les musiciens. », a indiqué l'artiste avant de remercier l'éternel Dieu, ses parents, la maison de production RMP et les choristes qui ne cessent de lui prodiguer des conseils. Pour lui, la musique est un talent qu'il a reçu de Dieu,

c'est son gagne-pain, c'est le chemin que Dieu lui a montré pour gagner son pain. L'Éternel le bénit à travers cette musique profane, c'est son boulot. L'artiste compte sortir en mars 2021, mois de la femme, son maxi single de quatre titres intitulé « Merci maman » dans lequel on trouve des chants tels que « Merci maman tika na yebela yo », qui est une chanson honorant toutes les mamans du monde entier, « Si on vit c'est grâce aux mamans », a déclaré l'artiste.

Rosalie Bindika

FORMATION

Les entraîneurs congolais échangent leurs expériences

La direction technique nationale de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) a regroupé les entraîneurs au tour d'un séminaire qui s'est clôturé le 11 décembre pour faire un état des lieux de leurs connaissances.

Durant trois jours de recyclage, les entraîneurs ont travaillé avec la direction technique nationale sur la tactique défensive et la préparation athlétique. Ils ont surtout développé leurs connaissances sur l'évolution des règles du jeu, notamment l'arbitrage et l'évolution du football congolais.

« Le premier jour nous avons insisté sur la tactique, c'est-à-dire la planification du travail défensif. Le deuxième jour nous avons travaillé sur la planification sur le plan athlétique et le troisième jour était réservé aux informations concernant les réglementations, l'arbitrage », a expliqué au terme du séminaire l'instructeur Didier Brasse.

Cédric Nanitelamio, l'un des apprenants, a salué l'initia-

tive tout en précisant que peu importe la durée, le plus important était de retenir quelque chose qui servirait aux entraîneurs pour le futur. « En trois jours de recyclage nous avons échangé nos expériences pour mieux apprendre. Nous avons parlé football, c'est-à-dire de la préparation à la compétition jusqu'à la trêve. Ce sont des rappels très importants sur la tactique défensive, des rappels sur la gestion de la structure équipe, et sur la façon de planifier la saison », a-t-il commenté.

Henri Endzanga, le deuxième vice-président de la Fécofoot, a réitéré qu'en matière de formation même en deux jours un apprenant finit toujours par gagner quelque chose de plus, notamment des connaissances. « Vous n'avez pas perdu du temps en trois jours. Ce qui revient à dire qu'à tout moment on fera appel à vous. Vous devez transmettre le peu que vous avez gagné aux autres », a-t-il souhaité.

James Golden Eloué

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



CARITAS

L'étude indépendante sur l'alignement du budget 2018 de l'Etat congolais aux ODD publiée

La réalisation de l'étude indépendante, cadrant notamment avec l'agenda 2030 lié aux objectifs de développement durable (ODD), a été rendue possible grâce à l'appui technique et financier du Pnud. Le rapport final de cette analyse a été présenté dernièrement au centre d'accueil de la Caritas à Gombe en présence du vice-ministre du Budget, Dr Félix Momat Kitenge, des membres de la société civile et des partenaires au développement.

L'étude a analysé l'exécution du budget 2018 de la RDC, outil par excellence de la traduction de la politique gouvernementale, sous l'angle des ODD. Elle a, en outre, passé en revue les questions essentielles de la nature du budget par rapport aux ODD d'une part et de la politique fiscale et budgétaire en RDC d'autre part, sous le prisme des ODD. Le rapport ad hoc de quatre-vingt-dix pages de cette étude formule les principales recommandations regroupées en quatre points : alignement du cadre budgétaire sur les priorités nationales ODD ; allocations budgétaires (votées et exécutées) dédiées aux ODD ; efficacité de la politique budgétaire ; promotion des best practices.

S'agissant de l'alignement du cadre budgétaire sur les priorités nationales ODD, l'étude de Caritas révèle que le budget 2018 n'a pas été aligné sur les priorités nationales des ODD. « A propos de l'alignement du cadre budgétaire sur les priorités na-



Le vice-ministre du Budget, Félix Momat, lors de la présentation de l'étude de Caritas

tionales ODD, les analyses ont démontré que le budget 2018 n'a pas été aligné aux ODD. Plusieurs arguments attestent cela », souligne le rapport de l'étude. « Aussi l'étude propose-t-elle des recommandations structurelles et correctives pour l'alignement efficace des

budgets de l'Etat congolais sur ses priorités ODD de manière claire et pertinente. L'importance de ces recommandations est qu'elles requièrent une action véritablement citoyenne pour leur mise en œuvre afin de permettre au gouvernement

congolais de remplir les engagements pris dans le cadre de l'adoption des ODD de l'Agenda 2030 », a plaidé le secrétaire exécutif de la Caritas-Congo, Boniface Nakwagelewi ata Deagbo dans la préface dudit rapport.

Dans l'avant-propos du rapport de cette étude, le représentant

Résident du Pnud en RDC, Mr Dominic SAM, a relevé : « Les résultats de l'étude montrent globalement un faible alignement du budget 2018 aux priorités ODD. En effet, bien que des progrès budgétaires aient été constatés dans les ODD 1-5-10-16-17, les crédits budgétaires alloués aux autres ODD sont demeurés en deçà de leur niveau optimal. Par-delà ce déficit, l'intérêt de l'étude réside toutefois dans la pertinence et la qualité de ses recommandations. L'étude propose, en effet, des pistes de formulation des cadres budgétaires orientés sur les ODD et des stratégies d'alignement des investissements publics sur les ODD, qui contribueront, nous en sommes persuadés, à améliorer le niveau d'alignement des budgets ultérieurs aux priorités ODD ».

Présent à la cérémonie de la publication de cette étude dont la réalisation a été confiée à M. Oasis Kusodila, le vice-ministre du Budget, Félix Momat représentant le vice-Premier ministre, ministre du Budget a, certes, reconnu que les conclusions de l'étude sont pessimistes sur l'alignement du budget de l'Etat aux priorités ODD, mais, a-t-il fait savoir, nous sommes déterminés dans le cadre de la réforme des finances

publiques en cours à mettre en place des budgets programmes axés sur les résultats dès l'exercice budgétaire 2021.

Pour relever ce défi, Félix Momat Kitenge a sollicité l'appui des partenaires au développement. Il a, par ailleurs, souligné que quant aux dépenses publiques réalisées (hors dons), elles sont restées inférieures à 11% du PIB, sur ces quatre dernières années, contre une moyenne de 18% pour les autres pays africains subsahariens. « Ce niveau déprimé des dépenses pourrait hypothéquer les chances du pays d'atteindre ses objectifs de développement durable à l'horizon 2030 », a-t-il laissé entendre tout en ajoutant : « Cependant, au terme de la transition politique de 2019, le nouveau gouvernement a relevé le niveau des dépenses publiques à 19,0% du PIB en 2020 contre 10% en 2019, impulsées par les programmes sociaux du gouvernement ; un important accroissement des dépenses d'investissement de soutien à la croissance et une forte augmentation des dépenses salariales, pour améliorer le pouvoir d'achat des masses laborieuses longtemps oubliées. »

Blandine Lusimana

RUTSURU

JED exprime sa solidarité à la famille du journaliste porté disparu

Ruwenzori Voice Radio et JED demandent aux forces de sécurité locales de tout mettre en œuvre pour avoir les nouvelles du journaliste.

L'ONG Journaliste en danger (JED) a exprimé, le lundi 14 décembre, sa pensée solidaire envers la famille et les proches de Pius Manzikala, journaliste à Ruwenzori Voice Radio (RVR) émettant à Mutwanga dans le territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu. Elle s'est inquiétée de l'intégrité physique du journaliste, et s'est joint aux responsables de sa radio pour demander aux forces de sécurité locales de tout mettre en œuvre pour avoir de ses nouvelles.

Pius Manzikala a été enlevé, le samedi 11 décembre, ensemble avec plusieurs autres personnes par des hommes appartenant à un groupe

rebelle dénommé Forces démocrates et alliés (ADF/MTM). Selon des sources concordantes, la plupart des personnes enlevées sont encore prises en otage par leurs ravisseurs armés, alors que d'autres ont été tués et leurs corps retrouvés.

A en croire un communiqué émis par Ruwenzori Voice Radio, le lundi 14 décembre, la dépouille du journaliste Pius ne se trouvait pas parmi celles des victimes qui ont été retrouvées et conduits à la morgue de l'hôpital général de référence de Mutwanga. Les responsables de la dite radio contactés par JED ont déclaré que Pius Manzikala n'avait reçu aucune menace liée à son travail de journaliste.

Il animait des émissions de santé, de littérature et de culture générale.

Jules Tambwe Itagali

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

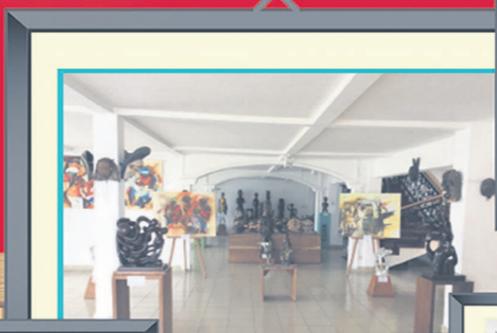
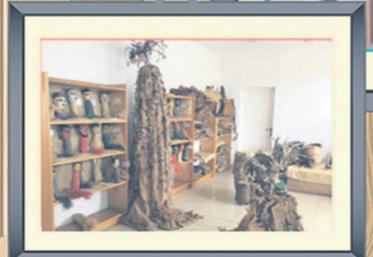
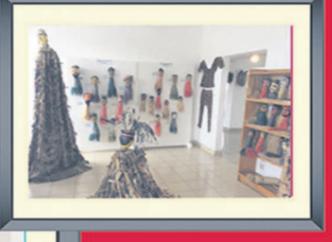
Musée du Bassin du Congo

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE


L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

FORMATION DU PROCHAIN GOUVERNEMENT

Difficile gestion des ambitions

Dans son discours devant le Congrès le 14 décembre, le chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi, a, comme qui dirait, signé l'acte de décès de la coalition FCC-Cach qui, en deux années d'exercice, n'a pas été en mesure d'apporter le sourire au peuple congolais.



Le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi s'exprimant devant le Congrès

Ce discours laisse entrevoir une nouvelle idée directrice du Congo dans un Parlement autrefois sous la coupe de la « Kabilie » obligée de céder le flanc à une nouvelle majorité en gestation. Plus qu'un discours, il s'est agi de la confirmation de l'Union sacrée de la nation censée accompagner le chef de l'Etat dans les trois années restantes de son quinquennat. A présent que le tour est joué, et que Félix Tshisekedi peut aujourd'hui se targuer de disposer d'une majorité confortable à la Chambre basse après l'effritement de la majorité FCC suite à la défenestration du bureau Mabunda, le plus dur reste à faire.

Les prochaines échéances qui s'annoncent devraient être laborieuses pour le chef de l'Etat qui devra s'atteler à maintenir les équilibres au sein de la nouvelle majorité sur fond d'une bonne

gestion des ambitions. Car, faut-il le dire, beaucoup ont rejoint la nouvelle plate-forme non par conviction, ni par patriotisme, mais bien par opportunisme pour un positionnement qu'inspire le contexte politique de l'heure. La transhumance des hommes politiques congolais pouvant facilement passer d'une extrémité à une autre sans transition dès lors que l'impératif du ventre l'impose, aura favorisé, dans une certaine mesure, la constitution de cette union sacrée de la nation. Dès lors, il faudrait éviter que cette dernière ressemble à un panier à crabe, une sorte de fourre-tout où se retrouvent tous les damnés du

FCC qui croient trouver là un motif de régénérescence politique. Il s'agit plutôt d'un rassemblement des patriotes, des passionnés du Congo, ou mieux, de tous ceux qui l'aiment véritablement et veulent lui donner une chance d'accéder à l'émergence tout en étant en phase avec les aspirations de son peuple.

Pour ce faire, Félix Tshisekedi n'a pas besoin des opportunistes ni des ventriloques. Après la nomination d'un informateur chargé d'identifier la nouvelle majorité, s'en suivra la mise en place d'un gouvernement censé travailler en harmonie avec lui aux fins de mettre en œuvre les réformes

envisagées. Et c'est sans doute là où les romains risquent de s'empoigner au vu du nombre des députés à satisfaire qui, pour beaucoup, s'attendent à des dividendes après avoir mouillé le maillot pour la déchéance du bureau Mabunda. D'après des indiscretions, il appert que Félix Tshisekedi soit amené à réduire la taille du gouvernement pour plus d'efficacité dans l'action, mais aussi et surtout, pour sécuriser les maigres finances publiques. La feuille de route de ce gouvernement - qui sera le fruit de la nouvelle coalition -, étant essentiellement axée sur le bien-être de la population congolaise, il est évident que la recherche de l'efficacité et du rendement sera son principal leitmotiv.

Avec un format réduit de l'Exécutif national, qu'advierait tous ces députés qui ont volontairement quitté la barque FCC dans l'espoir d'enranger un portefeuille ministériel ? Entre les fidèles lieutenants de l'UDPS, les regroupements et partis alliés, les transfuges du FCC et les lamukistes affranchis, Félix Tshisekedi est appelé à opérer une bonne symbiose tenant

compte des apports des uns et des autres, de leurs poids politiques afin de justifier sa politique inclusive pour un Congo nouveau, libéré de toute velléité discriminatoire. Tout le monde ne pouvant être contenté dans un contexte économique post-Covid-19 assez précaire qui requiert plus de rigidité dans la gestion des finances publiques, il est clair que des frustrations et des déceptions seront au rendez-vous.

D'où l'importance pour le chef de l'Etat d'œuvrer dans le sens de faire comprendre la portée de sa démarche aux membres de sa nouvelle majorité appelée à s'approprier sa vision politique de sorte que tous regardent dans la même direction, sans intérêt politique quelconque. Et cette démarche devrait commencer en liminaire, par le renouvellement du bureau de l'Assemblée nationale où des ambitions se font déjà jour. Là-dessus, la compétence, l'intégrité et une bonne dose patriotique devront primer sur des considérations politiciennes mesquines et sans issues le plus souvent à contrecourant des aspirations du peuple au bien-être.

Alain Diasso

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Évaluation de la mise en œuvre de l'Itie en RDC

Après avoir analysé les points principaux et fait certains constats, les participants à la réunion de Kinshasa ont formulé certaines recommandations au chef de l'Etat, au gouvernement et au Comité national pilotant ce processus, en vue de plus d'efficacité.

Des organisations de la société civile, de la presse et des mouvements citoyens de Kinshasa, du Sud-Kivu, du Nord-Kivu, de Lualaba, du Haut-Katanga, du Kasai Oriental, du Kongo Central et du Maniema, impliqués dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie) en République démocratique du Congo (RDC) ont évalué, lors d'une réunion tenue du 9 au 10 décembre dans la salle de transparence de l'Itie-RDC, à Kinshasa, la mise en œuvre de ce processus dans le pays.

Lors de ces travaux, les participants ont notamment analysé l'état actuel de la mise en œuvre du processus de l'Itie en RDC dont les grands défis qui se posent ; les constats et attentes de la Société civile en rapport avec la mise en œuvre de l'Itie. Ils

ont également étudié la Revue du projet du Plan de travail de l'Itie/RDC 2021-2023; fait l'état des lieux de la gestion de la redevance minière et du Fonds minier pour les générations futures ainsi que celui des réformes du secteur forestier en RDC en relevant les besoins d'intégration du secteur forestier à l'Itie.

Cette analyse leur a conduit à constater que le recrutement du coordonnateur national de l'Itie a permis de relancer la mise en œuvre de l'Itie par le secrétariat technique sur base d'une feuille de route adaptée à la situation créée par la covid-19. Les participants ont également réalisé que le Comité exécutif a repris la tenue régulière de ses réunions alors que les textes de gouvernance interne de l'Itie-RDC sont devenus obsolètes.

Quant aux constats, les participants à cette réunion ont également noté que le collège des entreprises extractives n'a toujours pas transmis au Comité exécutif les procédures de désignation et de remplacement de ses membres alors que le gouvernement congolais met difficilement les moyens matériels et financiers à la disposition

du Comité national de l'Itie-RDC pour son fonctionnement, la mise en œuvre de la feuille de route et la préparation de la validation prévue en avril 2021. Aussi ont-ils noté que la mauvaise gestion de la quotité de 15 % de la redevance minière versée aux Entités territoriales décentralisées (ETD) dans certaines provinces risque d'impacter négativement sur le développement économique et social des communautés locales et la gestion opaque du Fonds minier pour les générations futures alimentées par les 10% de la redevance minière.

Dans leurs attentes, les participants à cette réunion ont appelé le président de la République à mettre tout en œuvre pour s'assurer que l'Itie-RDC a les moyens matériels et financiers nécessaires pour son fonctionnement, la mise en œuvre de sa feuille de route ainsi que pour la préparation de la validation. Ils ont, par ailleurs, appelé le gouvernement à mettre à la disposition du Comité national de l'Itie des moyens matériels et financiers nécessaires pour son fonctionnement, la mise en œuvre de sa feuille de route et la pré-

paration de la validation. Les participants à cette réunion disent également attendre du gouvernement d'engager un dialogue avec les parties prenantes (Provinces, ETD, entreprises, organisations de la société civile, mouvements citoyens et communautés riveraines) sur la répartition et la gestion des quotités de 25% et 15% de la redevance minière destinées exclusivement aux infrastructures de base d'intérêt communautaire des provinces et ETD. Et de recommander également au gouvernement de prendre dans le plus bref délai l'arrêté interministériel portant répartition et gestion des quotités de 25% et 15% de la redevance minière destinée respectivement aux provinces et ETD. Alors qu'il devra, en outre, engager le dialogue avec les parties prenantes sur le décret n°19/17 du 25 novembre 2019 portant statut, organisation et fonctionnement du Fonds minier pour les générations futures (Fomin) et la désignation de ses animateurs.

Ces organisations de la société civile, de la presse et des mouvements citoyens recommandent, par contre, au Comité national de l'Itie

d'actualiser et adopter les textes de gouvernance interne de l'Itie-RDC : projet du décret portant création, organisation et fonctionnement du Comité national de l'Itie-RDC, règlement intérieur et manuel de procédures administratives et financières ; de transmettre le projet du décret actualisé au Premier ministre pour signature avant la validation ; et d'élaborer et adopter le Plan de travail 2021-2023 qui intègre les nouvelles priorités, notamment la lutte contre la corruption, la transition énergétique et le genre. Il est également attendu du Comité national de l'Itie-RDC, de définir la stratégie d'intégration des jeunes dans le débat public sur la gouvernance du secteur extractif ; de rendre effectif le fonctionnement des commissions permanentes pour faciliter et rendre efficaces les réunions du Comité exécutif ; d'organiser des débats publics sur la gestion du fonds minier et de la redevance minière ; et d'engager le processus d'évaluation de tout le personnel du secrétariat technique de l'Itie-RDC pour plus d'efficacité.

Lucien Dianzenza

ACCÈS À L'ÉNERGIE POUR TOUS

La Dynamique Mwindanda lance la campagne « Tolembi molili, mwinda epela »

Dans une conférence de presse tenue le 10 décembre à Kinshasa, la structure a dévoilé une liste d'actions qu'elle compte poser pour améliorer la vie des Kinois en particulier et des Congolais en général, en faisant d'une pierre deux coups. D'abord, il faudra sensibiliser les citoyens à réclamer leur droit et, ensuite, réfléchir ensemble avec les autorités pour voir comment satisfaire les desiderata des populations.

Pas de courant, pas d'issue de développement. Tel est le credo de la Dynamique Mwindanda, un collectif regroupant six mouvements citoyens, notamment la lucha, Filimbi, Prodes, Corap, Cenadep et Promades. Des mouvements qui sont, pour la plupart, constitué des jeunes avec pour objectif de faciliter l'accès à l'électricité pour tous. Au cours de cette conférence de presse, la Dynamique Mwindanda a, par une déclaration, étalé sur la

place publique son ras-le-bol de la situation énergétique de la République démocratique du Congo (RDC). La Dynamique Mwindanda ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Prenant la parole, Emmanuel Musuyu, coordinateur de cette structure, a fait le portrait caricatural de la distribution de l'électricité pour la seule ville de Kinshasa qui jusque-là ne vaut que la satisfaction de la Société nationale de l'électricité (Snél) au détriment de ses

abonnés qui, du reste, sont les principaux juges de l'action de celle-ci. Et d'ajouter que les différentes interruptions injustifiées de l'électricité à travers la ville ne laisse présager aucun effort de la part du gouvernement de la République pour améliorer la qualité de ce service. Ce collectif des mouvements citoyens a, en outre, fustigé l'attitude des autorités RD-congolaises qui s'illustrèrent par l'élaboration des gros projets truffés de l'absence d'une étude approfondie et du manque criant d'un bon suivi. Ce qui, en outre, favorise le coulage des recettes et la corruption. D'un ton ferme, cette dynamique a condamné le fait que le gouvernement joue à la sourde

oreille face à cette situation qui sévit depuis plusieurs décennies en RDC. Dans les tous prochains jours, une série d'activités sera lancée dont le go sera donné par une marche de santé qui partira du rond-point des avenues des huileries jusqu'à la Direction générale de la Régideso dans lequel se trouve le cabinet du ministre de l'Energie pour y déposer un mémorandum. Dans cette même optique, les sociétaires de cette dynamique sensibilisent aussi les kinois à adopter une bonne attitude afin de protéger les cabines électriques nouvellement installées dans leur quartier. Ils ont déconseillé aux Kinois de se connecter au courant de la cabine voi-

sine jusqu'à chez soi. Prenant la parole à son tour, M. Mwino a regretté le fait que tout soit tourné vers la politique. Ce qui n'a pas beaucoup aidé les politiques à s'imprégner des vrais problèmes des populations. Et dans la foulée, il a promis que, dans les jours à venir, la majorité des actions seront tournées vers le quotidien des Congolais. Toujours dans le cadre de sa lutte, la Dynamique Mwindanda prévient qu'elle ne va pas seulement user des moyens de pressions, mais aussi pense à s'asseoir autour d'une table avec les dirigeants pour réfléchir sur les voies des sorties afin de parer à cette situation malencontreuse.

Christopher Khonde

COVID-19

Distribution des vivres et produits de prévention aux enfants en rupture familiale

Au total seize centres d'hébergement des enfants en rupture familiale ont bénéficié de l'assistance de Caritas-Congo en cette période de fin d'années pour permettre non seulement à ces enfants vulnérables de pouvoir bien fêter mais aussi d'être en mesure de se protéger contre la pandémie de covid dont la deuxième vague est plus grave que la première.

L'assistance fait suite à l'engagement pris par la Caritas-Développement Kinshasa, via le Service de la Diaconie de l'Archidiocèse, et Caritas International Belgique lors de la première vague de covid-19 en Europe, aux mois de mai et juin 2020. Les seize centres bénéficiaires du don de Caritas sont installés dans les communes de Bumbu, Kalamu, Kasa-Vubu, Limete, Makala, Barumbu, Matete, Ndjili, Ngaba, Nsele et Ngalima. Il s'agit des centres suivants : Bondeko ya sika, VTA, La Samaritaine, Thalita Cum, Hope, CMM, ORPER, Ndako ya biso, CDEPOMV, Charisecours, Cedo vie meilleure, Colk, Centre d'hébergement des enfants de la rue et les orphelins en sigle Chero, OCEPER, CMC et Busired.

La distribution de l'aide a tenu compte de l'effectif de chacun des centres d'hébergement ciblés. A titre illustratif, le centre Ndako ya Bisso dans la commune de Makala, avec quarante-cinq enfants, a reçu vingt-cinq sacs de riz de vingt-cinq kilos chacun ; quinze sacs de farine de manioc de vingt kilos ; cinq sacs de farine de maïs de vingt-cinq kilos ; six sacs de haricot de cent kilos ; sept bidons d'huile végétale de vingt litres ; un sac de sel iodé de vingt kilos ; dix sachets de

sucre de cinq kg ; trente pièces de savon liquide ; trente pièces de solution hydroalcoolique ; trois kilos de chlore ; deux kits lave-mains ; un thermoflash ; un rouleau de papier essuie-tout ; deux cent cinquante pièces de masques. Ces masques ont été confectionnés avec cette aide financière pour les enfants et les encadreurs des centres.

Les bénéficiaires ne sont pas restés indifférents à ce geste. Ils ont eu des mots justes pour remercier leurs bienfaiteurs. « C'est vraiment une aide très importante que Caritas nous a remise, surtout à l'approche de la fin de l'année et en ce moment du retour de la pandémie de covid-19, dans un contexte de la misère croissante au sein de la population », a déclaré Jean-Pierre Godding, responsable du Centre d'hébergement Ndako ya Bisso. « Merci beaucoup pour tous ces vivres et autres biens que nous manquions pour la plupart. Lors du confinement, la vie était dure. Seules quelques rares personnes de bonne volonté passaient nous aider. Nous avions prié. Et là, nous voyons que Dieu a touché les cœurs de nos donateurs qui nous ont ainsi aidés. Que Dieu les récompense au centuple », a renchéri Mlle Etalu Kimberly du centre ChariSecours.

Blandine Lusimana

FONDATION BILL-CLINTON POUR LA PAIX

Félix Tshisekedi appelé à travailler avec des jeunes expérimentés

Après l'avoir félicité pour son discours sur l'état de la nation, la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) propose au président de la République d'intégrer dans son prochain gouvernement « des jeunes qui ont de l'expertise dans les différents domaines ».



Emmanuel Adu Cole, le président de la FBCP/Adiac

Dans sa réaction en rapport avec le discours du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, sur l'état de la nation, prononcé le 14 décembre devant les deux chambres du Parlement réunies en congrès, la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) exhorte le chef de l'Etat à ne pas travailler avec « les gens qui ont des mains sales ». L'ONG de défense des droits de l'Homme établie en

République démocratique du Congo (RDC) conseille au chef de l'Etat de « travailler plutôt avec des jeunes qui ont de l'expertise dans tel ou tel domaine ». La FBCP propose au président de la RDC de n'intégrer, dans son nouveau gouvernement appelé Union sacrée, aucun député ou sénateur, les anciens ministres qui ont la main sale et cités dans des dossiers de détournement des deniers publics, des violations des droits de

l'homme, etc. ».

La FBCP, qui reconnaît que la réalisation des promesses faites par le chef de l'Etat va poser des problèmes compte tenu des habitudes développées par les uns et les autres, tient à exhorter Félix Tshisekedi à ne pas tenir compte de tous les appels qui ne correspondent pas à la sa vision de la gestion du pays. « C'est pour cette raison que la FBCP tient à rappeler au président de la République que, dans son pays, il y a plusieurs flatteurs politiques qui lui-même connaît très bien », a fait savoir cette ONG. Dans l'objectif d'éviter la politisation de l'appareil judiciaire, la FBCP dit attendre du président de la République de confier le ministère de la Justice et celui de Droits humains à la société civile. L'association l'appelle également à veiller à ce que le Conseil supérieur de magistrature remplisse pleinement ses devoirs et obligations. Alors que pour la discipline au sein de l'armée et la police ainsi que la lutte contre l'insécurité créée par les hommes en uniformes et en armes, cette ONG conseille au président de la République de nommer de nouvelles personnes dans la chaîne de commandement ainsi qu'un nouveau auditeur général de l'armée. La FBCP attend enfin du président d'exiger un audit dans toutes les ministères et les entreprises publiques.

Lucien Dianzenza

VIE DES PARTIS

Le MAR met en place les brigades de mobilisation des électeurs

La fédération MAR Pointe-Noire a procédé au lancement récemment de la campagne de mise en place des bureaux des brigades de mobilisation des électeurs à travers les dix sections que compte cette ville.

La mise en place des brigades de mobilisation a débuté dans le premier arrondissement Emery-Patrice-Lumumba et s'est déroulée sous la houlette du Dr Christian Didace Bongolo, président de la fédération MAR Pointe-Noire qui avait à ses côtés, Véronique Loembet, présidente de la fédération MAR Kouilou et d'autres membres du parti.

Dégageant le sens de ces rencontres, le président de la fédération MAR Pointe-Noire a expliqué que ces assises se tiennent conformément aux instructions reçues de la hiérarchie du parti sous l'autorité du président nationale du MAR, Roland Bouiti Viaudo, en vue de vulgariser et mettre

en œuvre les connaissances reçues au cours de l'atelier de renforcement des capacités des cadres et militants du parti. «*Les brigades de mobilisation des électeurs ont une importance majeure, ils sont les véritables instruments de mobilisation et de communication*», a-t-il signifié.

Au cours de cette rencontre, les femmes ont suivi des séances de restitution des travaux du séminaire de renforcement des capacités des cadres et militants du parti axé sur l'agenda 2021 faite par Véronique Loembet et Yolande Mikolélé respectivement présidente de la fédération du MAR au Kouilou et secrétaire chargée des finances au bureau fédéral du MAR Pointe-Noire. Et les oratrices ont développé quatre sous-thèmes, notamment «*La stratégie de mobilisation et de fidélisation des électeurs*», «*Communication de l'agenda 2021*», «*Outils de communication politique*» et «*Evaluation*



Les participants pendant les travaux

de la stratégie ».

Les bureaux des brigades des CQ, 103 -104 du km4 ; 116-117 de Mpita, 118-119 de Tchibamba ont été installés. Félicitant pour sa part les membres de ces brigades, Maurice Mavoungou, commissaire politique près la fédération MAR Pointe-Noire, a invité ces derniers à prendre leurs responsabi-

tés en vue d'assurer une victoire éclatante au candidat Denis Sassou N'Guesso dès le premier tour de la présidentielle de mars 2021.

Notons que ces bureaux de brigades de mobilisation des électeurs auront, au moment venu, pour mission d'assurer le relais de toutes les directives du bureau fédéral avant, pendant et après la

présidentielle de 2021. Le MAR est la deuxième formation politique de la majorité présidentielle après le Parti congolais du travail. Composées de femmes, ces brigades de mobilisation des électeurs seront élargies à travers d'autres couches sociales composant la fédération MAR Pointe-Noire.

Faustin Akono

NGOYO

Les artistes contribuent au projet de construction d'une salle de cinéma

Un dîner de charité en soutien à la construction d'une salle de cinéma de deux cent cinquante places a été organisé, le 13 décembre, à l'espace 3 Métis à Ngoyo par le cinéaste Beautresor Kouta, l'initiateur du projet.

Plusieurs artistes, cinéastes et artisans ont participé à la cérémonie de collecte de fonds afin de soutenir la construction de la salle de cinéma, qui va aussi servir pour les spectacles et événements divers dont les travaux sont en cours d'achèvement. Les cinéastes et acteurs : Mira Loussi, Harvin Yengo, Laure Bandoki, Veroshka MB, Duck Esseroth, Malolo Matouala, les artistes : Mixton, Mister You, Sacré Véné, Mariam Nsondé, la styliste H - sont venus soutenir leur collègue dans sa louable initiative. Plusieurs autres partenaires locaux et étrangers ont apporté aussi leur soutien incommensurable. C'est le cas d'Espace 3 Métis, ANK Création, M- Back Photographie, Association Kakama Accroche - Toi, African Valley, Festival panafricain de Cannes...

Selon Beautresor Kouta, les œuvres cinématographiques congolaises sont moins connues parce que le pays manque de salles de projection. Ainsi, cette salle une fois terminée va permettre la projection chaque week-end des films congolais car le cinéma congolais mérite mieux eu égard à la qualité des œuvres et au professionnalisme des acteurs et cinéastes. «*J'ai toujours été animé par cette envie d'aider l'art et la culture de mon pays. Et grâce à cette salle qui va voir bientôt*



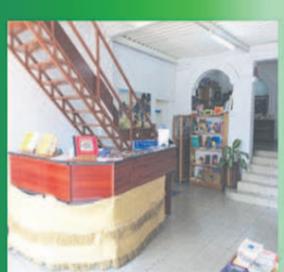
Le cinéaste Beautresor Kouta lors du dîner de charité
Crédit photo«DR»

le jour, j'y apporte ma modeste contribution », a-t-il dit. Après cette première soirée dédiée aux artistes et cinéastes, une deuxième collecte ouverte à tout public est prévue pour le 20 décembre.

Hervé Brice Mampouya

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.







Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



VIENT DE PARAÎTRE

« Journal d'un Brazzavillois confiné » disponible depuis novembre

Récit autobiographique meublé de plusieurs témoignages, « Journal d'un Brazzavillois confiné » de Boris Ebaka relate, en 144 pages, la difficile période passée à domicile en raison de la pandémie de coronavirus qui continue de sévir dans le monde.

Après l'annonce des premiers cas de coronavirus au Congo, le président de la République, Denis Sassou N'Gesso, avait très vite instauré le confinement et biens d'autres mesures sécuritaires afin de briser la chaîne de contamination sur le territoire national et préserver la population d'un véritable chaos.

Le confinement au Congo-Brazzaville aura duré quarante-cinq jours. Durant cette période, Boris Ebaka a pris sa plume pour nous glisser dans la réalité quotidienne de cette épreuve qu'il a vécue dans la capitale congolaise. En tant qu'Africain, il estime que dans les moments clés auxquels l'humanité a dû être confrontée, son continent a trop souvent laissé le soin aux autres de raconter son histoire. « Pour rectifier cette incohérence, j'ai donc décidé chaque soir, avant d'aller se coucher, d'écrire mon histoire du confinement, pour que les générations futures se remémorent, des décennies plus tard, ce moment unique qui aura frappé la planète comme jamais auparavant », a-t-il indiqué. Avec des dé-



tails saisissants, des scènes fortes, un peu de mélancolie et quelques fois de l'humour, l'auteur plonge le lecteur dans le quotidien difficile des Congolais et par ricochet des Africains, en cette période de coronavirus. Du scepticisme des populations face à la pandémie, aux atteroiements des gouvernements face à une crise inédite, ce livre offre une critique lucide de la multitude des problèmes auxquels le continent noir est confronté en ces temps de covid-19.

Né au Congo-Brazzaville, Boris Ebaka est journaliste de formation. De sa profession à la littérature, il ne lui a fallu qu'un pas. « Journal d'un Brazzavillois confiné » est, à ce jour, son deuxième ouvrage.

Merveille Atipo

TAEKWONDO

Dix apprenants du club Forme Epic portent de nouvelles ceintures

Après plusieurs mois d'arrêt d'entraînement collectif, le club Forme Epic a organisé, le 12 décembre, une session de passation de ceinture, dans le strict respect des mesures barrières contre la pandémie de coronavirus.

Les responsables du club de formation de taekwondo n'ont pas voulu perdre l'année. Ils ont, en effet, tenu la première et dernière session de passation de ceinture de l'année 2020 afin de permettre aux apprenants de faire valoir leurs compétences. Pour respecter les mesures barrières, cette cérémonie qui a concerné dix jeunes taekwondistes s'est déroulée en trois vagues.

Il s'agit de Nasser Adams (ceinture blanche-jaune), Fadimatou Koulagna et Aline Mokader (ceinture jaune 8e keup), Eric Nathan-Pierre Packa, Ali Safa et Nasser Hussein (ceinture verte), Aliou Koulagna, Eliel Kanga et Ryan Sofia (ceinture bleu) puis Ismaël Maïga (ceinture rouge). Une autre vague des enfants dont l'un des plus jeunes apprenants, Hassan Sadaka, passera son examen de passation de ceintures, le 16 décembre.

Major de sa promotion, Ryan



Quelques apprenants et les maîtres/Adiac

Sofia est très ému de monter en grade. Il a par la même occasion invité ses camarades à intégrer Forme Epic pour non seulement apprendre mais aussi découvrir les bienfaits de cet art martial.

« Je suis très content parce que j'ai bien exécuté ce qui m'a été demandé. Je remercie mes parents et mes amis du club sans oublier les maîtres. Le taekwondo me permet de me découvrir et maîtriser quelques principes de la vie », a déclaré Ryan Sofia. Ce plaisir a été partagé par Aliou Koulagna qui a obtenu les mêmes performances que son promotionnel Ryan. Selon Me Yhostan Taboula, instructeur du club Forme Epic, ces genres de retrouvailles et de partage permettent aux élèves de ne pas baisser les bras et de

continuer de garder leur forme. « La passation des grades dans les arts martiaux, particulièrement dans le taekwondo, consiste à encourager et élever les enfants d'une ceinture à une autre. Cela prouve que les élèves maîtrisent les connaissances et techniques. Cela nous permet d'avoir des vrais taekwondoïstes compétiteurs ou instructeurs des clubs », a-t-il expliqué.

En sa qualité de secrétaire général de la Fédération congolaise de taekwondo, il a ajouté que les enfants ont bien travaillé car, outre la formation, le taekwondo renforce les capacités intellectuelles et physiques des pratiquants, surtout chez les plus jeunes.

Rude Ngoma

LIGUE DES CHAMPIONS DE L'UEFA

Barça- PSG et Atletico-Chelsea au menu des 8^e de finale

L'UEFA a procédé le 14 décembre à Nyon au tirage au sort des huitièmes de finale de la Ligue des champions et de l'Europa League. Pas gâté par le tirage au sort, le Paris Saint-Germain retrouve une vieille connaissance : le FC Barcelone. L'Atlético de Madrid accueille quant à lui Chelsea.

Barça-PSG : c'est parmi les affiches qui suscitent beaucoup de commentaires. Le PSG garde un mauvais souvenir de sa dernière confrontation avec le Barça. Le PSG avait fait le plus dur en s'imposant au Parc des Princes 4-0 lors de la manche aller. Cet enthousiasme engendré par cette brillante victoire face à un grand d'Europe a été vite éteint lors de la phase retour. Le Barça humiliait le PSG 6-1 et se qualifiait pour le tour suivant grâce à un très bon Neymar. C'était une belle remontada. Des années passent mais pourraient ne pas se ressembler pour les Parisiens qui ont à cœur l'envie de prendre leur revanche face au Barça en



Iniesta et les siens réalisaient un sacré exploit en remontant 4 buts avant de sa qualifier/AFP

plein doute. L'équipe n'est plus la même. Neymar très décisif lors de la fameuse Remontada jouera dans le camp adverse. Luiz Suarès qui avait lancé le Barça sur le chemin de la Remontada a quitté le club cette saison pour s'engager à Atlético. Iniesta a lui aussi changé d'air. Il ne reste plus que Lionel Messi. C'est donc la nouvelle génération qui

tentera de réécrire l'histoire. En Liga, le Barça va très mal. Il occupe la 8^e place avec 17 points en 11 matches. Comme le Barça, le PSG n'affiche plus la même sérénité en Ligue 1. Les Parisiens ont déjà concédé quatre défaites (Lens, Marseille, Monaco et Lyon) dont les trois dernières à domicile. Outre le Barça-PSG, le tirage au sort de la C1 réserve des

matches de hautes factures. Le Bayern de Munich sera reçu par le Lazio de Rome. RB Leipzig croisera le FC Liverpool. Le FC Porto va en découdre avec Juventus de Turin. Atalanta Bergame affronte le Real de Madrid. Le FC Séville accueille le Borussia Dortmund. Atletico de Madrid recevra Chelsea et Borussia Mönchengladbach va défier Manchester city.

Les matches aller vont se disputer les 16, 17, 23 et 24 février. Les manches retour étant prévues les 9, 10, 16 et 17 mars 2021.

En Liga Europa, Lille le seul représentant français resté en lice affrontera Ajax d'Amsterdam. Real Sociedad affronte Manchester United. Wolfsburg en découvrira Tottenham. Salzbourg recevra Villarreal. Dynamo Kiev accueillera Club Bruges. Benfica va défier Arsenal. Étoile Rouge de Belgrade affrontera l'AC Milan. Anvers croisera Rangers. Slavia Prague jouera face à Leicester City. Braga va négocier sa qualification face à l'AS Roma. Olympiakos recevra Eindhoven. Grenade va en découvrira avec Naples. Krasnodar accueillera Dinamo Zagreb. YB Berne jouera contre Bayer Leverkusen. Molde affrontera Hoffenheim. Maccabi Tel-Aviv accueillera Shakhtar Donetsk. Les matches aller vont se disputer le 18 février et le retour le 25 février.

James Golden Eloué